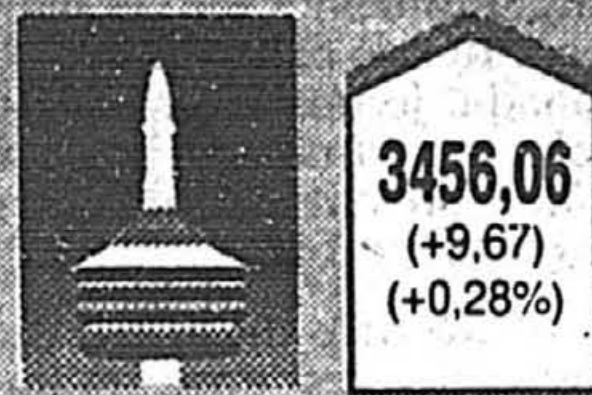


INDICES

MONTRÉAL



TORONTO



NEW YORK



DOLLAR CANADIEN



PÉTROLE (N.-Y.)



OR (N.-Y.)



A L'INTERIEUR

FAILLITES

Bien que les heures les plus sombres de la récession soient désormais chose du passé, le nombre de faillites a fortement progressé en avril, la hausse la plus forte depuis le début de la tournée de printemps dernier. Le nombre de faillites, de particuliers et de sociétés, a atteint de la sorte 6671 en avril, contre 3765 en avril 1990.

Page G 3

LASSONDE

Dans une conjoncture difficile, les résultats des industries Lassonde demeurent satisfaisants, même que ce mineur québécois des jus de fruit et boissons inspire les prétendants.

Page G 2

La Presse rencontre...

André Bérard

La BN concentre ses efforts sur les particuliers et les PME



JACQUES BENOIT

Déjà numéro un au Québec en ce qui regarde les services à la PME, la Banque Nationale consacrera le gros de ses efforts, «dans les trois à cinq prochaines années», à gonfler ses clientèles de particuliers et de PME.

«On est en train de transformer la banque en une grosse machine de vente, expliquait cette semaine, dans une interview exclusive à La Presse, son président André Bérard. Pour ça, d'abord il faut que je forme mon personnel. Puis que je le libère pour qu'il ait le temps de vendre. Aussi, il faut rendre les succursales plus attrayantes. Et ajouter des incitatifs à la rémunération.»

La Banque Nationale a déjà, faut-il dire, des liens privilégiés avec sa clientèle de particuliers, laquelle lui a apporté en 1990... 68 p. cent de ses 902 millions \$ de revenus nets d'intérêt — comparativement à 60 p. cent en 1988.

Pourquoi autant d'insistance sur les particuliers?

«Parce qu'on a les bases pour aller chercher ça: notre réseau et notre personnel. On a le meilleur réseau au Québec parmi les banques. Et c'est extrêmement rentable. C'est l'épine dorsale d'une banque, son fonds de commerce, cette clientèle fidèle qui le supporte», explique, volubile et manifestement très au fait de ses dossiers, le président de la BN, qui, soit dit en passant, a perdu 50 livres récemment, ce qui ne l'empêche pas de conserver un coffre imposant.

Un des outils sur lesquels compte la banque pour cela est son fichier central client — informatisé, comme il se doit —, maintenant aux trois-quarts terminé.

Avec ce fichier, le personnel pourra savoir «instantanément» ce qu'un client donné consomme, si bien qu'«on saura quels produits on pourrait lui vendre.»

L'informatique, pour laquelle la BN dépense plus de 100 millions par an («c'est en croissance de 10-15 p. cent par année»), contribuera également à «beaucoup réduire le fardeau administratif des employés en succursales», dit M. Bérard.

Chose peu connue, enfin, et qui va dans le même sens: la BN est jusqu'à un certain point à se décentraliser, c'est-à-dire à doter chaque région, en matière d'opérations bancaires, d'une politique correspondant à ses besoins.

«Ça prend forme, ça va être amorcé dans les mois à venir, dit-il. On va multiplier les régions, il est impensable d'avoir la même stratégie de développement à Trois-Rivières et à Sherbrooke. Ça touche aussi notre rôle social. Ça va péter le feu les prochains mois!»

Les services à la PME

La même expression lui vient aux lèvres lorsqu'il en vient à expliquer son intérêt pour la PME.

«C'est l'épine dorsale de nos économies, dit-il. Elle crée de l'emploi, elle est dynamique, elle est collée aux réalités. À cause peut-être aussi de mon profil de carrière personnel.» (Il a, comme l'écrit plus bas Claude Picher, gravi à la BN tous les échelons, du plus humble jusqu'au plus prestigieux.)

Autre raison capitale de son intérêt: la BN, estime-t-il, a désormais tous les outils pour jouer un rôle encore plus important pour la



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

«Ça va péter le feu les prochains mois!», dit André Bérard.

PME. Grâce à sa position de leader au Québec, mais aussi compte tenu de ses percées en Ontario et aux États-Unis.

Il explique: «En Ontario, j'ai 11 ou 12 modules commerciaux. Avec l'acquisition des prêts commerciaux de la New England Finance Corporation (National Canada Finance Corporation, maintenant), on a créé un troisième jalon pour devenir une grande banque nord-américaine au service de la PME. Avec l'ouverture d'un bureau en Floride et un autre à Buffalo, j'ai 17 bureaux qui servent la PME américaine. Le défi libre-échange va se faire entre trois pôles: États-Unis, Québec, Ontario.»

L'expansion

Après s'être donné 71 nouveaux points de vente (succursales, bureaux, etc.) au cours des trois dernières années, dont 25 nouvelles succursales l'an passé, la banque ouvrira «huit ou neuf nouvelles succursales» au Québec cette

année (480 dans le moment), sept en Ontario, et «deux ou trois nouveaux bureaux aux États-Unis».

Pour l'Ontario, où la BN a déjà «108 ou 109 succursales», note-t-il de mémoire, l'objectif fixé en 1988 reste le même, soit 150 succursales, ce qui devrait être atteint d'ici 1995.

«C'est l'objectif essentiel de la grande banque d'affaires francophone au pays», dit-il, la banque, selon lui, ne rencontrant pas de difficultés particulières du fait qu'elle est québécoise.

«Notre développement est légèrement plus lent qu'au Québec. Ça dépend du fait qu'on est une banque du Québec, mais aussi parce qu'on n'a pas atteint notre masse critique. Mais il n'y a pas eu de ralentissement à cause du débat constitutionnel. Depuis le début du débat constitutionnel, je n'ai pas perdu de dépôts.»

SUITE A LA PAGE G 2



Claude Picher

Le banquier heureux

Si on vous demande de nommer le président de la Banque Nationale, les chances sont bonnes pour que vous pensiez spontanément à Michel Bélanger, et personne ne pourrait vous blâmer pour cela.

Depuis la fusion de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale, en 1979, Michel Bélanger, super-vedette québécoise de la finance, a tenu le haut du pavé. Mais, depuis l'autonome dernier, il a passé les commandes à André Bérard, beaucoup moins connu dans le public.

Le personnage est imposant. Lorsque je l'ai rencontré la première fois, c'était en 1982, à un lunch où il y avait une dizaine de vice-présidents de la Banque Nationale. André Bérard était l'un de ceux-là. C'est, de loin, celui qui m'avait le plus impressionné par sa connaissance des dossiers, sa vivacité d'esprit, son sens de la formule-choc. Deux collègues, Alain Dubuc et Frédéric Wagnière, étaient aussi là. Eux aussi m'ont confirmé, hier, qu'ils se souvenaient surtout, neuf ans plus tard, d'André Bérard.

Une autre chose m'avait impressionné: son énorme tour de taille. Du genre qu'on ne peut pas ne pas remarquer. L'homme devait peser, à l'œil, dans les 300 livres. C'était, chuchotait-on dans les couloirs du siège social, un handicap suffisant pour l'écartier du pouvoir, ou plus précisément de la succession de Gilles

Mercure, qui s'apprêtait à quitter la direction. André Bérard pouvait avoir toutes les compétences du monde, la banque tenait aussi à une image, disons, plus austère...

Qu'à cela ne tienne! André Bérard s'est mis à la diète et l'est demeuré depuis ce temps... et il est devenu le Numéro Un de la Nationale.

S'il a accédé aux plus hautes fonctions, c'est bien sûr à cause de ses qualités personnelles. Mais ce que tous ses collaborateurs, passés ou présents, font ressortir en premier, c'est sa prodigieuse capacité de travail. C'est une force de la nature qui reconnaît d'emblée, comme si cela allait de soi, que sa semaine de travail joue dans les 80 à 90 heures!

Semaine de travail? L'expression est trompeuse. Manifestement, André Bérard ne «travaille» pas à la banque. Il savoure la banque, il jouit de la banque. L'œil pétillant, la sourire ample, le geste nerveux, il parle de «sa» banque avec une passion communicative. La meilleure détente, le meilleur loisir, la meilleure soupape, ce n'est ni la marche, ni la lecture, ni le golf, c'est la banque. André Bérard est né pour être banquier comme Gilles Villeneuve est né pour être pilote de Formule Un!

La main à la pâte

Il raconte avec un ravissement mal contenu à quel point ses «journées les

plus ensoleillées» sont celles où il quitte son fauteuil présidentiel pour faire ce qu'il aime visiblement le plus: mettre la main à la pâte, parler affaires avec des clients, régler personnellement des dossiers, renégocier des prêts. Et pas seulement avec de gros portefeuilles: avec des PME, des petits institutions. Ça lui permet de rester en contact avec la réalité, de garder la main...

Mais où puise-t-il toute son énergie? «C'est simple», répond-il. «Je sais me reposer. Même les moments les plus difficiles de ma carrière, même les heures les plus nerveuses de la banque, ne m'ont jamais empêché de dormir en paix». Voilà un homme heureux!

Et qui a pleinement mérité son succès. André Bérard est volubile, enthousiaste, et possède d'indéniables talents de communicateur (avec son sens aigu de l'expression imagée, de la phrase percutante, il aurait fait un excellent prof). Mais ce n'est pas tout: il démontre une solide maîtrise de ses dossiers. En l'écoutant, un économiste conclura qu'il «connait bien son fondamental»; un courtier dira qu'il «possède les mécanismes du marché»; un prof des HEC observera qu'il «sait très bien vulgariser»; un gestionnaire ajoutera qu'il «comprend les contraintes de l'entreprise».

Et pourtant, l'homme qui montre toutes ces connaissances n'a fréquenté ni les

HEC, ni l'université, ni même le cégep. Il a terminé son secondaire en 1958 et est entré immédiatement sur le marché du travail, à 18 ans, comme commis junior à la Banque Provinciale. Le plus bas du plus bas de l'échelle.

L'histoire de sa carrière est celle d'un authentique autodidacte, qui assimile une à une toutes les ficelles du métier. De commis à caissier, puis de caissier à assistant-comptable, puis à comptable, il devient, à 26 ans, directeur de succursale. Cet avancement rapide en dit déjà long sur les capacités du jeune homme.

Mais voilà qu'au siège social, on s'inquiète. Le jeune directeur, apprend-on de quelque vipère, se présente au bureau bien après les heures normales. Il arrive même qu'on ne le voie pas avant le début de l'après-midi. Sa nomination, à un si jeune âge, lui aurait-elle donc monté à la tête? Oh! Que non! Les mauvaises langues ravalèrent vite leurs commentaires gratuits lorsqu'on apprendra que le jeune directeur est sur la route dès les petites heures du matin, prospectant les entreprises du parc industriel voisin à la recherche de nouveaux clients!

Les promotions

Un tel zèle le fait vite remarquer, et à 31 ans, il est muté au siège social, comme directeur adjoint au crédit international. Ce n'est pas une promotion. La plupart

des directeurs de succursale lèvent même le nez sur cet emploi qui exige de longues heures de travail et des nerfs solides pour un salaire qui n'en vaut pas la peine. Mais, pour l'ambitieux et débrouillard jeune banquier, c'est une occasion en or d'apprendre des tas de choses sur la finance, sur l'univers bancaire, sur les marchés des changes. Et aussi, de multiplier les contacts...

À partir de là, les promotions se succèdent à un rythme affolant. À 32 ans, déjà devenu expert du marché des changes, il devient surintendant du service international. Deux ans plus tard, directeur général adjoint. Et il fête son 37^e anniversaire en accédant à une des nombreuses vice-présidences de la banque. En 1980, en 1981, en 1982, il sera promu de vice-présidence en vice-présidence, chacune plus importante que la précédente, jusqu'à être nommé, à 43 ans, premier vice-président exécutif, dernier échelon avant la présidence.

Sous sa gouverne, visiblement, ça bouillonne à la Nationale. L'article de mon collègue Jacques Benoit, sur cette page, donne un aperçu de ce qui s'y brasse. À 50 ans (il en aura 51 dans quelques semaines), André Bérard a tout le temps voulu pour donner la pleine mesure de son rendement. Surveillez-le bien, lui et «sa» banque, au cours des années qui viennent...

97 p. cent des dépôts du Standard Trust sont assurés

VALÉRIE BEAUREGARD

Quelque 25 millions ont déjà été remboursés pour soulager les problèmes financiers urgents de certains clients.

Après de longues et ardues négociations, la Banque Laurentienne annonçait plus tôt cette semaine qu'elle reprenait à son compte l'exploitation des 30 succursales de dépôt de Standard Trust. En plus de racheter les prêts en bon état du liquidateur Ernst & Young pour la somme de 758 millions, la Banque Laurentienne s'est engagée à payer l'équivalent d'une commission d'un million de dollars pour avoir accès au portefeuille de dépôts du Standard Trust, des frais relativement peu élevés pour ce type de transaction.

M. Sabourin a expliqué que la Banque Laurentienne, en tant qu'intermédiaire, ouvrira un compte au nom de chaque déposant assuré dans la succursale ou la personne faisait affaires. Dès le 25 juin, jour de réouverture des succursales, les anciens clients de Standard Trust sont appelés à venir renégocier le terme et le taux d'intérêt de leur placement. Mais ils sont aussi libres de retirer leur argent. Cependant, un taux préférentiel leur sera offert et ce, pour une période de 90 jours, explique M. Sabourin.

Fait à noter, les détenteurs de REER ne seront pas imposés car le transfert de compte s'effectue directement de la SADC à la Laurentienne.

La SADC est une société d'État du gouvernement fédéral créée en 1967 pour protéger l'argent déposé dans les banques et les sociétés de fiducie et de prêt. La couverture de base est fixée à 60 000 \$ (somme du capital investi et des intérêts courus), par personne, par société membre.

Les dépôts en fiducie et les sommes placées dans un REER ou dans un FERR sont cependant couverts par des assurances distinctes.

Malgré l'épisode Standard Trust, la SADC demeure en meilleure santé financière que son pendant américain, le Federal Deposit Insurance Corporation. À titre d'exemple, la FDIC, coincée par des nombreuses faillites, demande à ses membres une prime d'assurance de 0,25 \$ pour chaque 100 \$ de dépôt alors que les sociétés financières canadiennes n'ont qu'à déboursier 0,10 \$ pour chaque tranche de 100 \$. Et, alors que l'agence américaine s'apprette à hausser ses tarifs à 0,30 \$ le 100 \$, M. Sabourin ne prévoit pas d'augmentation cette année.

Par ailleurs, la transaction entre la Laurentienne et le Standard Trust ne fait plus face à aucune embûche car la Cour de justice de l'Ontario approuvait hier matin la transaction comme l'exigeaient les termes de la loi respectivement à la vente des éléments d'actif par le liquidateur.

Même si la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) doit verser 1,3 milliard à la Banque Laurentienne en paiement des dépôts assurés de Standard Trust, la société ne craint pas pour son portefeuille car elle entend se repayer à même la réalisation de l'actif qui ne fait pas l'objet de la transaction.

«On devrait récupérer tout le capital et probablement une bonne partie de l'intérêt», déclare à La Presse le président de la SADC, M. Jean-Pierre Sabourin. Cette somme proviendra notamment de la vente de propriétés immobilières et de celle des prêts non productifs que la Banque Laurentienne a refusé d'acheter.

Deux ans «On a vécu 25 liquidations depuis 1980 où nous avons parfois réalisé des pertes et parfois des gains. Règle générale, il nous faut deux ans avant que l'on puisse se faire une idée précise», ajoute M. Sabourin.

Même si des vérifications doivent toujours être effectuées, les analyses de la SADC démontrent qu'environ 97 p. cent des dépôts de Standard Trust, la société financière présentement en liquidation, sont assurés. Ce qui, selon M. Sabourin, signifie que des dépôts de l'ordre de 29 millions ne sont pas couverts par l'assurance, un montant moins élevé que prévu.

La BN concentre ses efforts sur les particuliers et les PME

SUITE DE LA PAGE G 1

La récession aidant, la BN exerce un contrôle serré de ses frais autres que ceux d'intérêt, qui ont atteint l'an passé 868,2 millions, soit 2,41 p. cent de l'actif moyen (contre 2,43 p. cent un an plus tôt). Et au besoin, elle sabre.

«Il y a des choses qui ont été fermées, explique-t-il. Quelques opérations de trading, une en Asie, une en Europe. Certaines opérations ont été réduites, par exemple les opérations commerciales à Londres. Aux États-Unis, les opérations dans l'immobilier ont été considérablement réduites.

«Ce que je cherchais à faire, poursuit-il, c'est une conscientisation à l'intérieur de la banque: que les gens qui ont à gérer se posent des questions. «J'ai tant d'argent à gérer, où est-ce que je le mets?»

Ceci étant, la banque fera cette année des économies jouant entre «25 et 30 millions, de dépenses qu'on aurait pu absorber sans s'en rendre compte».

Néanmoins, à cause notamment des dépenses accrues pour l'informatique, les frais devraient se hisser en 1991, comme en 1989, à «2,43 p. cent de l'actif moyen».

Performance et parts de marché

La performance de l'établissement bancaire fut impressionnante en 1990 dans bien des créneaux: croissance de 1,1 milliard (+16 p. cent) des prêts hypothécaires résidentiels; de 1,5 milliard (14 p. cent) des dépôts des particuliers, etc.

Le PDG de la banque, toutefois, se refuse à dire à quelles autres institutions — surtout le Mouvement Desjardins, estime-t-on — la BN a arraché ces parts de marché. «Je ne répondrai pas à cette question, dit-il. Si on gagne des parts, c'est parce qu'il y en a d'autres qui en perdent. Ce qui m'intéresse, c'est pas de savoir qui en perd, mais que j'en gagne.»

Il ajoute: «Par produits, notre part est au Québec entre 20 et 30 p. cent. On est les leaders incontestés pour la PME. Le financement des grandes entreprises, on le partage avec quelques

grandes banques comme la Royale.»

Et en 1991? «En 1991, pour les hypothèques, il est certain qu'on n'aura pas une croissance de 16 p. cent, mais elle sera supérieure à celle de toute l'industrie, à cause de la qualité de notre réseau, répond-il. On fera peut-être 7-8 p. cent.»

Côté dépôts, la hausse devrait se situer à «plus de 10 p. cent, estime-t-il, on va être dans la très bonne moyenne».

Pour ce qui est des prêts, qui totalisaient 27,3 milliards à la fin du dernier exercice, une seule catégorie lui donne des soucis, à savoir les prêts immobiliers aux États-Unis, qui atteignent dans le moment 900 millions, dont 25 p. cent sont non-productifs.

«C'est les seuls qui me causent des soucis, dit-il. Mais 900 millions sur 27 milliards, et même si on perdait 50 à 75 millions, ce n'est même pas majeur.»

Il élève la voix, avec une fureur contenue, lorsqu'il est question des 150 à 170 millions que, selon certaines rumeurs, Lavalin devrait à la BN, ce qu'il qualifie d'«inflation intellectuelle».

Il s'agit selon lui, tout au contraire, d'une somme «modeste, nettement inférieure à 100 millions», et d'un prêt «performant».

«Même en cas de scénario catastrophique, ça n'aurait pas d'impact sur la banque, dit-il. On a un prêt tout à fait performant. C'est des crédits d'opération.»

La banque, rappelle-t-il en réponse à une question de La Presse, a d'ailleurs créé tout un dispositif pour éviter les mauvaises surprises. «On a notre système de watch list. Les comptes qui ont des difficultés sont identifiés rapidement. On a des unités d'intervention qui parlent aux clients, recrutent des experts, restructurent, etc. La clé, c'est d'éviter l'effet de surprise. Un effet de surprise entraîne une réaction de surprise. On n'a plus de problèmes comme on en a eus dans les cinq-six récessions que j'ai vécues. On n'a jamais autant dialogué. Moi-

même, je participe à quantité de ces rencontres.»

Les taux d'intérêt

Curieusement, M. Bérard dit ne pas se souvenir de la mésaventure de la BN avec son taux préférentiel (c'était il y a plusieurs années), laquelle, après avoir été la première à l'abaisser, ne fut suivie par aucun autre établissement, si bien qu'elle fut forcée... de faire machine arrière.

Pas question, dit-il à ce sujet, que l'institution de la rue de La Gauchetière, la plus petite des six grandes banques, joue en cette matière le rôle de chef de file. «La BN n'a jamais eu la vocation d'être le leader à la baisse ou à la montée des taux. Quand on regarde nos parts de marché au Canada, je ne pense pas que ça nous revienne de jouer ce rôle. Mais on suit le mouvement de très près», dit-il.

Quant au titre de la banque, qui est sous les onze dollars après avoir atteint les 14 \$ en 1989, il est, selon lui, sous-évalué. «Il devrait se transiger avec une prime au-dessus de la valeur comptable qui est légèrement plus de 11 \$. Il devrait être à 12,5-13 dollars. Le stock est bas à 10 \$, on continue à payer un dividende généreux. L'incertitude contribue à ce qu'il reste là. Puis toutes les banques subissent un peu le contrecoup du marasme financier des banques américaines. On attend peut-être aussi de voir ce que fera la banque sur le plan de la rentabilité.»

Le revenu net de la BN a atteint l'an passé 170 millions — compte tenu des 95 millions qu'il lui a fallu soustraire du bénéfice à cause de ses pertes dans l'affaire Robert Campeau —, soit un rendement de 10,2 p. cent sur l'avoir des actionnaires, contre 226 millions (17 p. cent) en 1988.

En 1991, dit-il, «ça sera substantiellement mieux qu'en 90, mais ça sera pas 17 p. cent comme en 1988».

Enfin, il se dit très satisfait de Lévesque Beaubien Geoffrion («On a créé un grand courtier québécois avec des coûts d'opération bas»), dont les revenus (124 millions en 1990) et les bénéfices devraient augmenter encore cette année.

Le chiffre d'affaires des Industries Lassonde dépasse le cap des 100 millions

PIERRE ROBERGE de la Presse Canadienne



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Les Industries Lassonde ne sont pas à vendre déclare Jean-Paul Barré.

Dans une conjoncture difficile, les résultats des Industries Lassonde demeurent satisfaisants, même que ce meneur québécois des jus de fruit et boissons inspire les prétendants.

«Nous recevons des offres chaque année. Mais nous ne voulons même pas en discuter, nous ne sommes pas à vendre», a affirmé hier le président Jean-Paul Barré, après l'assemblée annuelle des actionnaires.

Le groupe d'alimentation basé à Rougemont a maintenu sa croissance durant le trimestre terminé fin mars, avec des ventes de 25,25 millions contre 23,17 millions pour la même période en 1990, soit neuf p. cent de mieux; le bénéfice par action est resté stable à 13 cents.

Pour l'année 1990 en entier, Lassonde a franchi le cap d'un zéro de plus, le chiffre d'affaires atteignant les 103,67 millions, contre 96,76 millions en 1989, une augmentation de 7,1 p. cent.

Le bénéfice net a grimpé de 42,5 p. cent, de 3,04 millions à 4,34 millions, celui par action progressant de 0,45 cents à 0,65 cents. Le fonds de roulement était de 16,02 millions le 31 décembre dernier, contre 15,65 millions à la même date en 1989.

Ces résultats s'expliquent plus par une croissance du volume et d'un éventail élargi qu'une hausse des prix, a répondu M. Barré à un actionnaire. «1990 a vu l'arrivée de nouveaux produits comme la gamme Oasis Del Sol, alors que d'autres

ont été retirés comme les comptes Frutina.

Parmi d'autres raisons, lit-on dans l'analyse de Lassonde, les progrès de productivité depuis deux ans et la force du dollar canadien favorable à l'achat des matières premières. Ce dernier point contraste avec la plainte usuelle du patronat sur la force «artificielle» du dollar, nuisible aux exportations.

Diversification Lassonde tâche de garder un approvisionnement diversifié, comme pour ses concentrés, du

Chili (pommes) à la Thaïlande (ananas) en passant par le Brésil (oranges) et les États-Unis (pamplemousse).

Mais le jus de pommes, par opposition aux boissons et punchs, est 100 p. cent québécois (Lassonde possède les marques Rougemont).

En parts de marchés, Lassonde est premier au Québec avec 40 p. cent dans les jus, devant F&L. Celle-ci, propriété d'une famille Fisher de Montréal, mène dans les boissons devant Lassonde dont la part est de 18 p. cent.

En territoires, le chiffre d'affaires de Lassonde se ventile ainsi: 75 p. cent au Québec, 20 p. cent au Canada anglais (Maritimes et région d'Ottawa surtout), la balance à Taiwan, Hong Kong, au Mexique ainsi qu'en France, Grande-Bretagne et Allemagne où la filiale Produits Ronald, de Saint-Damase, vend du maïs sur épi.

En réponse à une question, M. Barré a indiqué que le groupe restera prudent dans le secteur «boissons rouges» (Lassonde vend la marque Délice du Jardin), soit à base de tomate, un fruit avant tout ontarien: «Notre principale force n'est pas là», les boissons rouges impliquant un coût élevé pour s'imposer sur les tablettes d'épicerie.

La direction de Lassonde dit également qu'elle sera prête à faire face à Seagram lorsque celle-ci mettra l'accent cette année sur ses jus Tropicana.

Par ailleurs, le groupe réalise 20 p. cent de son chiffre d'affaires sur le marché des institutions (commissions scolaires) et industriel (beigneries, boulangeries, autres transformateurs).

Amoco Canada élimine 900 emplois

d'après Canadian Press CALGARY

Au total 900 employés de la compagnie Amoco Canada Petroleum Ltd. seront mis à pied ou mis à la retraite d'ici 18 mois.

Entre 650 et 700 employés seront licenciés ou contraints de prendre une retraite anticipée d'ici le mois de septembre, l'entreprise se restructurant en unités plus petites et plus efficaces, a expliqué le porte-parole David Annesley à Calgary.

Chaque unité se verra attribuer des pouvoirs plus larges pour les régions géographiques particulières dans lesquelles Amoco est active.

La compagnie espère éliminer aussi près de 150 à 200 autres employés de sa liste de paie par l'attrition d'ici la fin de 1993, a précisé David Annesley, mais il a ajouté que la plupart de ces employés devront eux-mêmes être licenciés.

La plupart de ces licenciements seront effectués à Calgary.

Amoco mutent également 650 employés dans certaines de ses filiales pour rationaliser ses entreprises en participation au cours des deux prochaines années. L'entreprise se propose en vérité d'échanger sa participation dans certains projets contre sa participation dans d'autres.

La restructuration est nécessaire à cause du faible rendement sur le capital et du niveau élevé d'endettement d'Amoco, a indiqué le président Don Stacy dans un communiqué.

«Le rendement sur le capital utilisé l'année dernière a été d'environ quatre p. cent», a dit David Annesley. «Vous et moi n'accepterions pas un tel rendement d'une banque.»

Amoco a une dette de près de trois milliards et perd de l'argent depuis sa prise de contrôle par 5,5 milliards de Dome Petroleum en 1988. Il s'est agi de la plus grande opération financière de l'histoire canadienne. La société a perdu 53 millions en 1990 en comparaison de 203 millions en 1989 et de 52 millions en 1988.

Apple accuse Microsoft d'avoir copié ses programmes et logiciels

Agence France-Presse SAN FRANCISCO

Le fabricant d'ordinateurs Apple Computer a accusé cette semaine Microsoft, numéro mondial de l'édition de logiciels, d'avoir trompé et menacé pour parvenir à copier la présentation graphique des ordinateurs Apple Macintosh, a-t-on appris hier auprès des avocats des deux firmes.

Cette accusation constitue une nouvelle plainte déposée cette semaine par Apple contre Microsoft dans le cadre d'une procédure de violation de droits d'auteur engagée par Apple il y a trois ans contre l'éditeur de logiciels et le fabricant d'ordinateurs Hewlett-Packard.

Saisi de l'affaire, le juge Vaughn Walker a fixé au 14 juin la date d'une audition pour examiner cette requête d'Apple et la possibilité de l'inclure à la procédure engagée en 1988, par laquelle Apple cherche à établir que la première version du programme «Windows» mise au point par Microsoft copiait les caractéristiques graphiques et la facilité d'utilisation de son ordinateur Macintosh.

Dans sa nouvelle plainte, Apple affirme que Microsoft s'était engagé à ne pas profiter de sa connaissance des caractéristiques de l'ordinateur Macintosh pour améliorer son programme Windows destiné aux concurrents

d'Apple (IBM et compatibles). Selon Apple, Microsoft s'était «implicitement engagé» à ce que ses futures versions de Windows ne ressemblent pas davantage au programme de l'ordinateur Macintosh que la première version de Windows.

Apple affirme également que Microsoft l'avait menacée de ne plus mettre au point de logiciels pour ses ordinateurs si le constructeur attaquant Microsoft en justice pour le lancement de ses nouvelles versions de Windows.

Face à ces accusations, les avocats de Microsoft et de Hewlett-Packard tenteront de démontrer devant le juge que les caractéristiques graphiques des programmes Apple ne sont pas protégées par la réglementation sur les copyrights, a indiqué l'un d'entre-eux.

Microsoft fait par ailleurs l'objet d'une enquête approfondie de la Commission fédérale du commerce (FTC) pour déterminer si la firme s'est rendue coupable d'abus de position dominante. L'éditeur aurait, par une série de déclarations, laissé penser qu'il allait réduire ses efforts sur le logiciel Windows et les faire porter sur le système d'exploitation OS2 alors que, selon ses concurrents, le contraire s'est produit, entraînant pour eux des dépenses inutiles.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

<p>705 HYPOTHEQUES</p> <p>A vendre, balances de vente Tre & 2e hyp. 10 50 \$ solide 646-5239</p> <p>A l'Énergie et 2e, balance de vente, Notaire, Loberge 729-4331</p> <p>ARGENT, 1e & 2e hyp., Résidentiel, commercial, industriel, D. Pombrland 987-1993, C. Dupuis crif</p> <p>2e HYP, balance de vente, receveurs, restaurants, écoles, auto, popcorn. Nous recherchons des candidats ayant déjà fait leurs preuves, s.v. reclus</p> <p>AL 1er, 2e hyp. sur tous genres d'im., Notaire Belorme 948-1010</p> <p>HYPOTHEQUES (1re, 2e, balance de vente), Notaire Rivest 381-8889</p> <p>PREMIERE et 2e hypothèque, résidentiel, commercial, industriel, Dencol Mortgage 342-1356.</p> <p>1er HYP., Montréal, bas taux, 352-2073.</p>	<p>710 OCCASIONS D'AFFAIRES</p> <p>HOMME d'affaires cherche un entrée de jeu bien rentable pour achat ou association. Vnt travailleur 8 mois par an. 581-0891.</p> <p>NOUVEAU CONCEPT sans compétition, dans les distributeurs. Cigarettes 20, 100, 200, 400, Brosse à dents - Condoms - Serviettes sanitaires. Buildings, bars, restaurants, écoles, auto, popcorn. Nous recherchons des candidats ayant déjà fait leurs preuves, s.v. reclus</p> <p>Occupation lucrative de 5 à 10 hrs par semaine. Rentabilité rapide. Investissement de 4 000 à 10 000 \$ et +. Pour recevoir notre brochure, appelez des ourours au (514) 392-9282</p> <p>NOUVEAU PRODUIT vous voulez maigrir tout en ayant une carrière intéressante dans le domaine des produits naturels indispensables. Aucun inventaire. Appelez maintenant! (514) 642-2088</p> <p>RESTAURANT "SHACK BAR" louer, coin Av. des Pins est et Av. Laval, bien situé, tout équipé, récemment rénové, environ 700 \$/cor. disponible. Immédiatement. Appeler 737-1297.</p> <p>SANTÉ - ENVIRONNEMENT Produits naturels "Shokite". 733-0550 ou 331-4700</p> <p>SOYEZ votre propre patron. Ayez votre propre commerce. Club vidéo et secteur Rosemont. Facile à gérer. 3 000 \$/ms, 2 000 \$/ms. Non potentiel pour bon vendeur. 478-8100</p> <p>THERRIEN OUELLETTE & ASS.</p> <p>Grossiste en pièces d'automobile spécialisées, comptant minimum 500 000 \$</p> <p>Manufacturier de pièces de métal, comptant minimum 350 000 \$</p> <p>Michael Ouellette 339-9900</p> <p>YOUTES REGIONS DU QUEBEC REVENUS TRÈS INTERESSANTS Produits de loisirs très faciles à vendre. Votre équipe de vendeurs (seuses) sur route. (514) 522-1561.</p>	<p>714 FRANCHISES</p> <p>MIKE'S RESTAURANT Pour plus amples inf. écrire à: Mike's Restaurant, 4041 St-Jacques, Succ. A, Montréal, QC H3C 3E3</p> <p>717 SERVICES SPECIALISES</p> <p>INCORPORÉE, conseils pour l'organisation, 200 \$ et +, 388-1102.</p> <p>rapport sur mesure pour vous/PME Cie en main... dans la même année! Alain Houle C.A. 271-1220</p> <p>VOUS DEBUTEZ EN AFFAIRES?</p> <p>Coupez les dépenses et utilisez: notre adresse prestigieuse, notre service téléphonique professionnel, notre service de fax et télécopieur, notre service de secrétariat bilingue</p> <p>Aussi disponible - une salle de conférence ou un bureau par heure ou par jour.</p> <p>Appeler EXECU-CENTRE: 393-1100</p>		
<p>710 OCCASIONS D'AFFAIRES</p> <p>A VENDRE cause départ, pâtisserie-café, ouest de Ville, lover 10 % du chiffre d'affaires, taxes 6000, licence complète, heures d'ouverture 8h à 18h, 85,000\$. 696-2622 après 18h ou message.</p> <p>ACCESSOIRES menagers vente et service, licence complète, heures d'ouverture 8h à 18h, 85,000\$. 696-2622 après 18h ou message.</p> <p>PROPRIÉTAIRE RESTAURANT comme employé, investissement 330,000 \$ garanti, 478-8100 et plus.</p> <p>Pierre Perreault 659-3333 - 465-9896</p> <p>Supravestim Ltee, courtier</p>	<p>712 ASSOCIES DEMANDES</p> <p>ASSOCIE liquidation faillite Import-export, gros profits. 646-6004.</p> <p>ASSOCIE investisseur, restaurant à Miami, plein croissance, participation active ou non, laissez message, 747-6844</p> <p>ASSOCIES demandés pour un bureau de courtier immobilier à Laval, agents ou courtiers de préférence. Début des opérations juin 91. Investissement minimum 700 \$/cor. disponible. Immédiatement. Reçois. Michel St-Jacques 472-0263.</p> <p>COUPLE désirant s'imprimer dans résidence pour personnes âgées. Capital requis, 350-1271</p> <p>Vous désirez faire un investissement intéressant? Je recherche des investisseurs pour investir dans un groupe select dans l'immobilier. Contactez-moi Me Claude de Roiche 592-3026, 653-4603.</p>	<p>718 ARGENT DEMANDE</p> <p>A vendre, balances de vente Tre & 2e hyp. 10 50 \$ solide 646-5239</p> <p>BESOIN argent. 1er, 2e hyp. sur propriétés notaires 729-4331.</p> <p>BESON 25,000, 2e, equity 50,000, tous à discuter, 384-2811</p> <p>CHERCHONS prêteurs sur 1er et 2e hyp. Bon rendement. Notaire Delorme 948-1010</p> <p>INVESTISSEURS MOTIVES IMMOBILIER 592-6849</p>		
<p>L'IMMOBILIERE INC.</p> <ul style="list-style-type: none"> Investissement dans l'immobilier à revenu Régimes de banques Financement Négociations d'hypothèques <p>Notre équipe de professionnels est là pour vous aider. Communiqués avec nous: Tél.: (514) 529-4008 Fax: (514) 529-4028 158,256 R 710</p> <p>AGENTS AUTONOMES demandés pour distribution de produits info. motiques ou détail pour couvrir complètement la province de Québec. Besoin immédiat pour région métropolitaine d'une dizaine d'opérations. S.V.P. Ecrire et expliquer votre méthode de promotion à la distribution: C.P. 569, Station Youville, Mtl, H2P 2W1</p> <p>ASSOCIE ou investisseur recherche, potentiel extraordinaire, site exceptionnel, river-sud. Bonne mise de fonds. 447-5580 ou 655-6588.</p> <p>(ASSOCIE) DEMANDE(E) Copie unique d'un article de Noël acheté par 80% des consommateurs nord-américains. Produit établi, essentiel TOUTS LES ANS. Possibilités illimitées pour entrepreneurs sérieux(es). Capital requis \$25,000 et plus. Int: John O. C.P. 4041 Succ. A, Mtl, H3C 3E3.</p> <p>ATTENTION P.M.E. To mise en marché ne répond pas à tes attentes? Ton équipe manque de dynamisme? Tu veux renouveau à ton entreprise? Un seul numéro, 644-0942, Roger Chevallier consultant.</p> <p>BALNE DE BOUTIQUE de ligne pour dames, 400 morceaux, accessoires pour 300 \$. Idéal pour marché aux puces. 692-6518</p> <p>CANBEC FRANCHISES DISPONIBLES - Distribution de nourriture pour chiens - Service à domicile. - Concept avant fait ses preuves. - Rentabilité immédiate - Investissement minimum 3 000\$. - Territoires protégés. Pour info, écrivez à: C.P. 295, Henrieville, Que. J0J 1E0</p> <p>COIN à remettre, fonds 0\$, facile à gérer, doit vendre, 337-1820.</p> <p>DELRAY BEACH, FLORIDE beau restaurant, 82 places, permis de vente, 350 000 \$ U.S. Int: John O. Gole 1-407-276-6933, en anglais.</p> <p>EXCELLENTE opportunité pour personnes dynamiques, sachant vendre la chance quand elle passe! Produits et concept inédit. Christian, 525-6740</p>	<p>714 FRANCHISES</p> <p>FROOY YOGOURT Correfour Richelieu à St-Jean. Chiffre d'affaires, site exceptionnel, possibilité de développement. Contactez: 678-9509.</p> <p>VIDEO-CUBE INTERNATIONAL Franchises disponibles 11 000 \$ plus. Finance, matériel disponible, 3 ans. Déductions d'impôt provincial et fédéral. Pour plus d'infos: 687-0545 ou 534-9936</p> <p>FAST FOOD "Fast Food" Miso de fonds initiale 40 000 \$ SUPER SPORTS HOT DOG 737-5279</p>	<p>725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT</p> <p>TENUE de livres, états financiers et impôts. Demandez Jocelyne 967-9922 après 19h</p> <p>TENUE de livres et service de paie informatisé, 650-9062.</p>	<p>726 INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE</p> <p>MACINTOSH: COMPATIBILITE avec BEDFORD, Templates et cours avec EXCEL et FILE MAKER. Jean Boisseau 771-1551</p>	<p>735 L'IMMOBILIER</p> <p>FRANCE-EUROPE Le Site de conseil E.C.T.I. ayant ses bureaux à MONTRÉAL et PARIS, FRANCE, vous offre ses services professionnels pour toute affaire immobilière en EUROPE, en répondant à toutes vos questions. Pour plus d'informations, appelez M. THERY au 393-9585.</p>

LA PRESSE/ÉCONOMIE

Adjoint au directeur de l'Information: MICHEL-G. TREMBLAY
Chef de division: FRANCINE OSBORNE
Chef de section: PAUL DURIVAGE
Columnist: CLAUDE PICHÉ
Préposés à l'édition: PAUL-EMILE LEVESQUE, RHEAL BERCIER
Journalistes: VALÉRIE BEAUREGARD, JACQUES BENOÎT, LISA BINSE, LAURIER CLOUTIER, RICHARD DUPAUL, MICHEL GIRARD, RUDY LE COURS, REGINALD SPINHAYER, MIVILLE TREMBLAY
Tableaux boursiers: ANDRÉ BOUCHER
Secrétariat: PIERRETTE MAGNAN

Le nombre de faillites a progressé de 77,2% en avril

JACQUES BENOIT

■ Bien que les heures les plus sombres de la récession soient désormais chose du passé, le nombre de faillites a fortement progressé en avril, soit de 77,2 p. cent, ce qui est la hausse la plus forte depuis le début de la tourmente le printemps dernier.

Le nombre de faillites, de particuliers et de sociétés, a atteint de la sorte 6671 en avril, contre 3765 en avril 1990.

Là-dessus, on compte 1112 faillites de sociétés (commerces, entreprises, etc.) et 5559 de personnes.

Même situation catastrophique pour ce qui est des faillites cumulées depuis le début de l'année, en hausse de 66 p. cent à 25 328.

« Ce que je note, c'est que même si on pense que l'ouragan

est passé, la vie ne reprend pas nécessairement son cours normal le lendemain, faisait remarquer hier l'économiste principal Clément Gignac, de la Banque Nationale. Avant que l'économie reprenne son cours normal, on doit tout reconstruire... comme après un ouragan. »

Selon lui, et ce qui est toujours le cas après une récession, explique-t-il, il faut donc s'attendre à ce que le nombre de faillites reste élevé au cours des prochains six mois, comme l'a montré entre autres la situation après la récession de 1981-82.

« C'est pas parce qu'on passe du 5e sous-sol au 4e sous-sol qu'on est remonté au rez-de-chaussée pour autant! dit-il. Tant qu'on est dans les sous-sols, il y a des pertes pour les entreprises, la reprise des

achats des ménages est trop timide. »

Dans certains secteurs comme celui du commerce de détail, note-t-il, la situation est même pire qu'en 1981-82, ce qui tient en partie au fait que le nombre de commerces a beaucoup augmenté depuis.

Résultat, il y a à l'heure actuelle le plus de faillites de sociétés — 1200 par mois depuis le début de l'année — qu'on n'en dénombrait (850) lors de la récession de 1981-82, signale M. Gignac.

Économiste à la Banque Royale, M. Benoit Durocher s'attend lui aussi à une reprise « timide ».

Il ajoute: « On prévoit qu'il y aurait peut-être encore un ou deux mois avec un nombre de faillites assez élevé. Les faillites ont l'habitude d'atteindre leur

sommet un peu après la récession. Dans le moment, au lieu de hausser leur production, les compagnies épuisent leurs stocks. Ça ne crée pas beaucoup d'emplois. »

Par secteur, par province

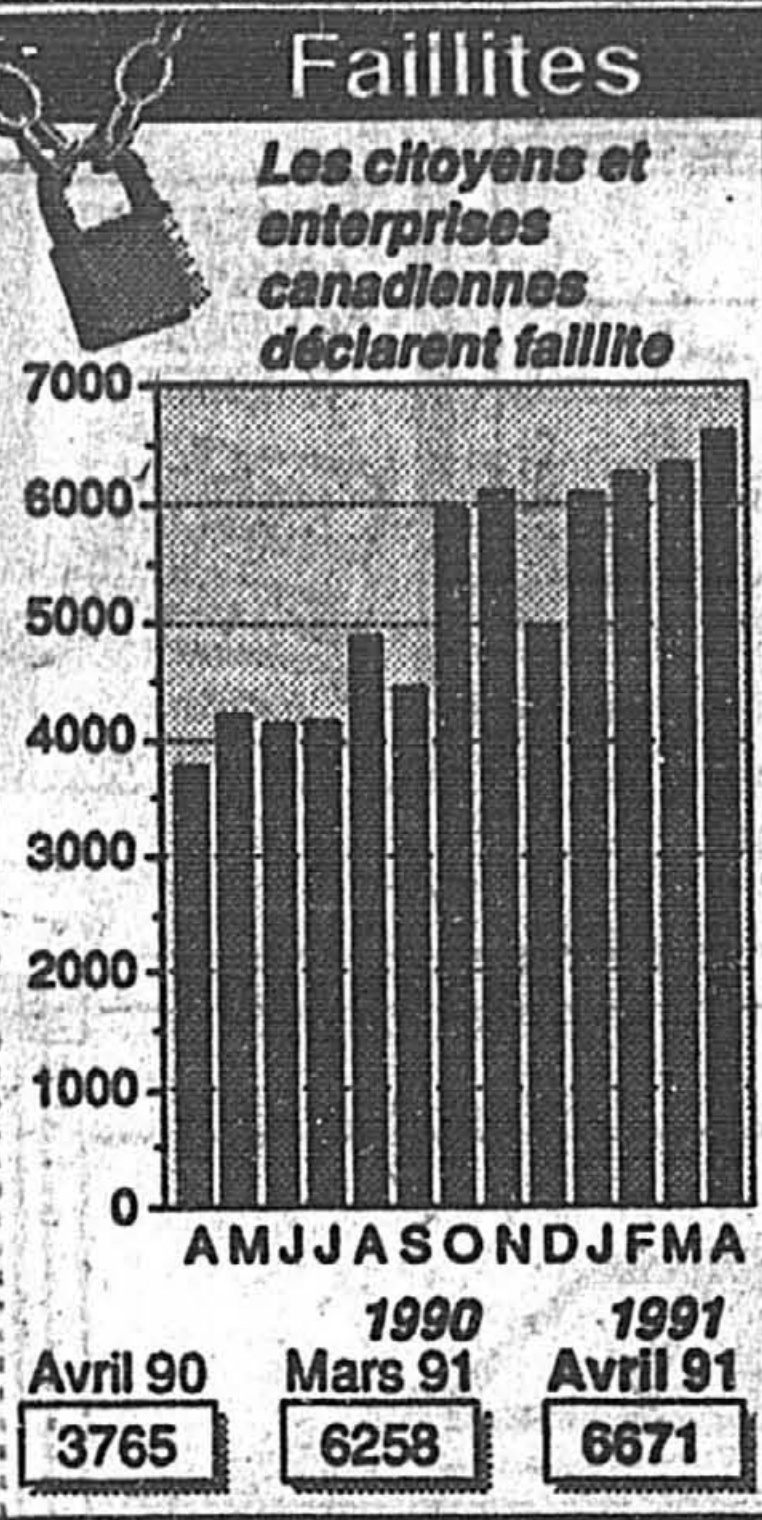
C'est dans le secteur du commerce de détail que, pour l'ensemble du Canada, le nombre de faillites mais aussi le passif (les dettes impayées) ont été les plus élevés, avec 259 cas et 160,7 millions de dettes, indiquent les données rendues publiques hier par le Bureau du surintendant des faillites.

Les deux plus importantes provinces, elles, ont été, comme toujours depuis le début de la récession, les plus fortement touchées.

Le Québec avec 2097 faillites, en hausse de 62,5 p. cent par rapport à avril 1990, dont 449 faillites de sociétés laissant près de 217 millions de dettes non-réglées. Pour l'Ontario, le nombre de faillites a bondi encore plus fortement, soit de 109 p. cent à 2618, dont 310 sont des faillites de sociétés avec des dettes impayées totalisant 203,6 millions.

Dans les deux cas, c'est le commerce de détail qui a été le plus durement touché: soit 121 faillites au Québec et un passif de 15,5 millions, et 82 en Ontario avec dans ce cas des dettes impayées beaucoup plus substantielles (130,6 millions).

Le passif total, pour les 1112 faillites de sociétés enregistrées en avril, se chiffre à 504 millions de dollars.



En bref

DES PERTES POUR UNIGESCO

■ L'exercice financier d'Unigesco terminé le 30 mars dernier s'est soldé par une perte de 19,7 millions, ou 82 cents par action ordinaire, contre une perte nette de 5,9 millions, ou 30 cents par action, un an plus tôt. Par ailleurs, les revenus d'Unigesco ont augmenté de 3,3 p. cent ou se chiffrent à 513,5 millions. Unigesco déclare des postes extraordinaires de 22,4 millions, dont 15,6 millions représentant sa quote-part de la perte enregistrée par son affiliée Provigo.

CAMPBELL AMÉLIORE SON OFFRE

■ Les Soupes Campbell a été avisée par son actionnaire majoritaire

re américain, Campbell Soup Company, que cette dernière augmente le prix offert pour toutes les actions ordinaires de la société canadienne qu'elle ne possède pas déjà. La société américaine offre maintenant 41\$ par action au lieu de 34,50\$. Burns Fry, chargée d'évaluer les actions de Campbell, est avais estimées entre 39 et 44\$ canadiens.

UN CONTRAT POUR DMR EN AUSTRALIE

■ Le Groupe DMR annonce que son entreprise en co-participation Qadrant International, de Sydney, en Australie, a conclu avec Railways of Australia un contrat pour l'intégration d'un système d'information et de gestion de billetterie et des réservations ferroviaires. La réalisation des volets acquisition, développement, im-

plantation, appui et exploitation bénéficiera d'un budget de 18 à 27 millions de dollars canadiens.

LES GRANDS MAGASINS VENDENT PLUS

■ Les ventes des grands magasins ont totalisé 1,09 milliard en mars, en hausse de 0,1 p. cent sur février, révèle Statistique Canada. La hausse de mars fait suite à une augmentation de 9,7 p. cent en février et à une forte baisse de 19 p. cent en janvier. Ces données excluent la TPS.

DES PROFITS POUR RO-NA

■ Au cours du premier trimestre terminé le 31 mars 1991, le Groupe Ro-Na Dismat a réalisé un bénéfice net de 207 000\$, ou 2 cents par action, comparativement à 205 000\$, ou 6 cents par action, pour la période correspondante l'an dernier. Les ventes du trimes-

tre sont en baisse de 25,8 p. cent à 81,9 millions. Cette baisse découle du ralentissement économique, de la vente de l'enseigne Podium et de la baisse des prix de vente résultant de la mise en vigueur de la TPS. Le retour à la rentabilité est attribuable aux mesures internes visant à accroître la productivité.

USINE D'HYDROGÈNE À MAGOG

■ La Compagnie canadienne d'oxygène, membre du Groupe BOC, inaugure son usine d'hydrogène liquide à Magog, en Estrie. Celle-ci produira quotidiennement quelque 15 tonnes d'hydrogène liquide à l'intention de sa clientèle canadienne et américaine. Une cinquantaine d'emplois ont été créés au sein des services de la production et de la distribution de la nouvelle usine.

P.I. CLUB
UN UNIVERS DE SERVICES

LA GRECE
l'Élu des Dieux
EN LIBERTÉ

PROFITEZ D'UN BATEAU À VOILES EN LIBERTÉ

CHOISISSEZ
— UN CIRCUIT GUIDÉ ou
— UNE CROISIÈRE
VISITEZ LA GRECE ET SES ÎLES FANTASTIQUES.

À PARTIR DE **1309\$ P. PERS.**
TRANSPORT AÉRIEN ALLER ET RETOUR.
1 NUIT À ATHÈNES. L'HOTEL PRESIDENT / L'HOTEL DIVANI PALACE.
OCC. DOUBLE + TAXE 40\$

BONI 200\$ PAR COUPLE

BONI 300\$ PAR COUPLE

BONI 500\$ PAR COUPLE

LUNE DE MIEL 15 JOURS
COMPREND: 3 NUITS À ATHÈNES AVEC TOUR DE VILLE ET ATHÈNES NOCTURNE ET DANSE. 10 NUITS À MYKONOS. CROISIÈRE D'UNE JOURNÉE DANS LES ÎLES GRECQUES.

LES EMERAUDES DE LA MER GRECQUE 15 JOURS
COMPREND: 3 NUITS À ATHÈNES, CIRCUIT DE LA GRECE CLASSIQUE 3 NUITS, CROISIÈRE LA TOISON D'OR DE 8 JOURS DANS LES ÎLES GRECQUES ET EN TURQUIE.

À PARTIR DE **1899\$ P. PERS.**
OCC. DOUBLE + TAXE 40\$

À PARTIR DE **3399\$ P. PERS.**
OCC. DOUBLE + TAXE 185\$

CONSULTEZ NOTRE BROCHURE CHEZ VOTRE AGENCE SPÉCIALISTE DE LA GRECE

NOTE: Doit être payé en totalité avant le 30 mai 1991. PERMIS DU QUÉBEC

ACCPAG
Cours de Formation

EDUCA
Centre de Formation Agréé par **COMPUTER ASSOCIATES**

- Grand - Livre
- Comptes Clients
- Comptes Fournisseurs
- Gestion des Inventaires
- Facturation
- et autres...

(514) 486-4760

Accpac est une marque déposée de Computer Associates

ACURA OFFRE D'OUVERTURE

INTEGRA R.S. COUPÉ *259\$ PAR MOIS

INTEGRA R.S. SEDAN *269\$ PAR MOIS

* Basé sur un bail de 60 mois. Transport et taxes en sus.

Où on vous en donne plus **ACURA Plus** BLAINVILLE

Tél.: 435-4455
MTL: 1-800-668-PLUS
Autoroute des Laurentides, à la sortie 25

NOTRE TAUX HYPOTHÉCAIRE 9.50%*

*6 MOIS TRANSFORMABLE

POURQUOI PAS...

* VOUS POUVEZ EN TOUT TEMPS CHOISIR UN TERME DE 1 À 5 ANS FERMÉ SANS PÉNALITÉ D'INTÉRÊTS

CHOISISSEZ VOTRE TERME ET ÉCONOMISEZ!

9.9%*	10.75%	10.95%	11.00%	11.05%
1 An. Fermé	2 Ans. Fermé	3 Ans. Fermé	4 Ans. Fermé	5 Ans. Fermé

Les taux sont sujets à changement sans préavis. Cette offre ne peut être jumelée à toute autre promotion.

VOTRE AUTORISATION... LE JOUR OUVRABLE SUIVANT!
(Sous réserve des critères de solvabilité et d'une évaluation en bonne et due forme de la propriété.)

Fiducie SunLife

Édifice SunLife, bureau 1830, 1155, rue Metcalfe, Montréal.

TÉLÉPHONEZ-NOUS SANS FRAIS AU 1-800-668-7283 OU RÉGION DE MONTRÉAL AU 398-0468

ATTENTION ACHETEURS
CETTE OFFRE EST AUSSI VALABLE PAR L'ENTRÉE DES BUREAUX DE CENTURY 21 À TRAVERS LE CANADA

Valeur exceptionnelle!

SEULEMENT 129\$

POSTE D'ORDINATEUR DOUBLE
3 tablettes prêt à assembler
Gris ou blanc

SEULEMENT 89\$

POSTE D'ORDINATEUR
3 tablettes prêt à assembler
Gris ou blanc

CHAISES DE BUREAU
Dossier bas 119\$
Dossier haut 149\$
Noir, gris ou beige

CLASSEUR LATÉRAL
2 tiroirs 249\$
3 tiroirs 339\$
4 tiroirs 424\$
Beige, gris ou noir

CHAISE ERGONOMIQUE Pneumatique
135\$
avec bras: 159\$
Gris ou noir

CHAISE SECRÉTAIRE Pneumatique
89\$
avec bras: 119\$
Gris ou noir

CLASSEUR VERTICAL
2 tiroirs 115\$
4 tiroirs 179\$
Format légal avec serrure.
Beige, gris ou noir

TABLE DE CONFÉRENCE 4' X 8'
SEULEMENT 260\$
Choix de finis en stock: noir, chêne clair, gris, acajou ou chêne foncé.

Économisez sur des machines de bureau de marques reconnues

NOKIA-MOBIIRA
NOKIA-P-30**
● Mémorisation de 40 numéros
● 1, 2 heures de conversation
● Mode d'attente de 15 heures
● Adaptateur/Chargeur
Rég.: 899\$
Spécial 675\$
Maintenant 499\$

Canon FAXPHONE 15CD
Rég.: 1299\$
SPÉCIAL 799\$
Télécopieur émetteur-récepteur personnel de table incluant alimenteur automatique de documents, reconstitution automatique, en plus des cartes personnalisées d'autocomposition.

Canon PC-7
Le premier copieur personnel doté d'un zoom de réduction et d'agrandissement. Capacité: format lettre et juridique.
Rég.: 2099\$
SPÉCIAL 1395\$

Canon Starwriter 80
TRAITEMENT DE TEXTES PERSONNEL À JET D'ENCRE
Rég. 1099\$
SPÉCIAL 895\$
Inclut une caméra Snappy de Canon gratuite

● Les prix ne comprennent pas les taxes ● Nous acceptons les principales cartes de crédit.
● Quantité limitée — jusqu'à épuisement des stocks. ● Service de livraison disponible.

Centres de produits

2035, rue Stanley Montréal (514) 288-5120 Lun. au ven. 9h à 18h	5811, boul. Taschereau Brossard (514) 443-1902 Lun. au ven. 9h à 18h	240, St-Jacques ouest Montréal (514) 843-8261 Lun. au ven. 9h à 18h
--	---	--

Centre de liquidation
5832, Côte-de-Liesse, Montréal
(514) 735-7979
Lun. au ven. 9h à 18h Samedi 9h à 17h

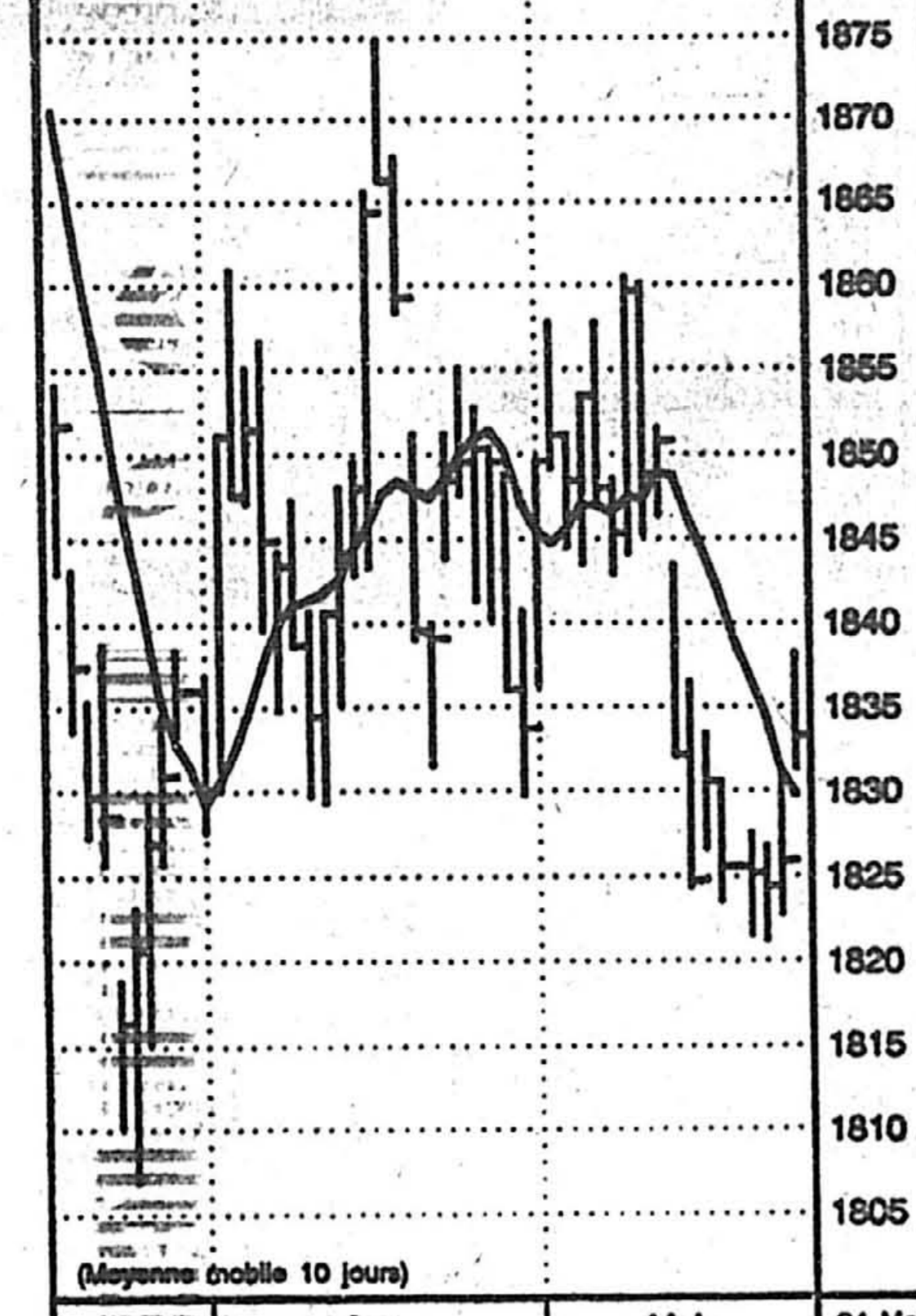
GE

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1838.14 Fermeture: 1833.29 Bas: 1831.35

(Index cotation 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 4360000

INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XC), HYDROCARBURES (XCB), MINES/MÉTALLS (XCM), etc.

source: Info-Bourse Inc.

LES TITRES EN COURS DE BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.

C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention «>» (containes) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.

Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.

Form. = Cours à l'arrêt des transactions.

Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (dot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

p ou o = Titre assujéti à un règlement spécial.

z = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

wt ou w = Lot brisé.

pr = Bon de souscription (Warrant).

u = Unités de capital-actions.

pr = Action privilégiée.

BOURSE DE VANCOUVER

z = Lot brisé.

y = Entreprise commerciale ou industrielle.

y = Entreprise de ressources.

BOURSE DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens.

e = Dividende extraordinaire.

d = Dividende en action.

c = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

a = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

i = Paiement suspendu du dividende.

s = Après fractionnement d'actions.

e = Es-dividende.

d = Nouveau bas de l'année.

u = Nouveau haut de l'année.

pf = Action privilégiée.

wt = Bon de souscription.

v = Suspension des transactions.

v = Situation de faillite.

BOURSE DE VANCOUVER

Table listing stock prices for the Vancouver exchange.

BOURSE DE NEW YORK ET AMEX

Table listing stock prices for the New York and AMEX exchanges.

ALBERTA

Ventes Haut Bas Form. Net

Alcan 1200 120 120 120

Enbridge 1200 120 120 120

Imperial 1200 120 120 120

Manitoba 1200 120 120 120

Northwest 1200 120 120 120

Proton 1200 120 120 120

TransCanada 1200 120 120 120

Western 1200 120 120 120

Alberta 1200 120 120 120

Energy 1200 120 120 120

Services 1200 120 120 120

Utilities 1200 120 120 120

Manufacturing 1200 120 120 120

Retail 1200 120 120 120

Healthcare 1200 120 120 120

Technology 1200 120 120 120

Real Estate 1200 120 120 120

Telecommunications 1200 120 120 120

Transportation 1200 120 120 120

Other 1200 120 120 120

Index 1200 120 120 120

Volume 1200 120 120 120

Source: Info-Bourse Inc.

ALBERTA

Ventes Haut Bas Form. Net

Alcan 1200 120 120 120

Enbridge 1200 120 120 120

Imperial 1200 120 120 120

Manitoba 1200 120 120 120

Northwest 1200 120 120 120

Proton 1200 120 120 120

TransCanada 1200 120 120 120

Western 1200 120 120 120

Alberta 1200 120 120 120

Energy 1200 120 120 120

Services 1200 120 120 120

Utilities 1200 120 120 120

Manufacturing 1200 120 120 120

Retail 1200 120 120 120

Healthcare 1200 120 120 120

Technology 1200 120 120 120

Real Estate 1200 120 120 120

Telecommunications 1200 120 120 120

Transportation 1200 120 120 120

Other 1200 120 120 120

Index 1200 120 120 120

Volume 1200 120 120 120

Source: Info-Bourse Inc.

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL

(SOCIÉTÉS FRANÇAISES)

Untraded 52 Weeks High Low

Stock bid Ask

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

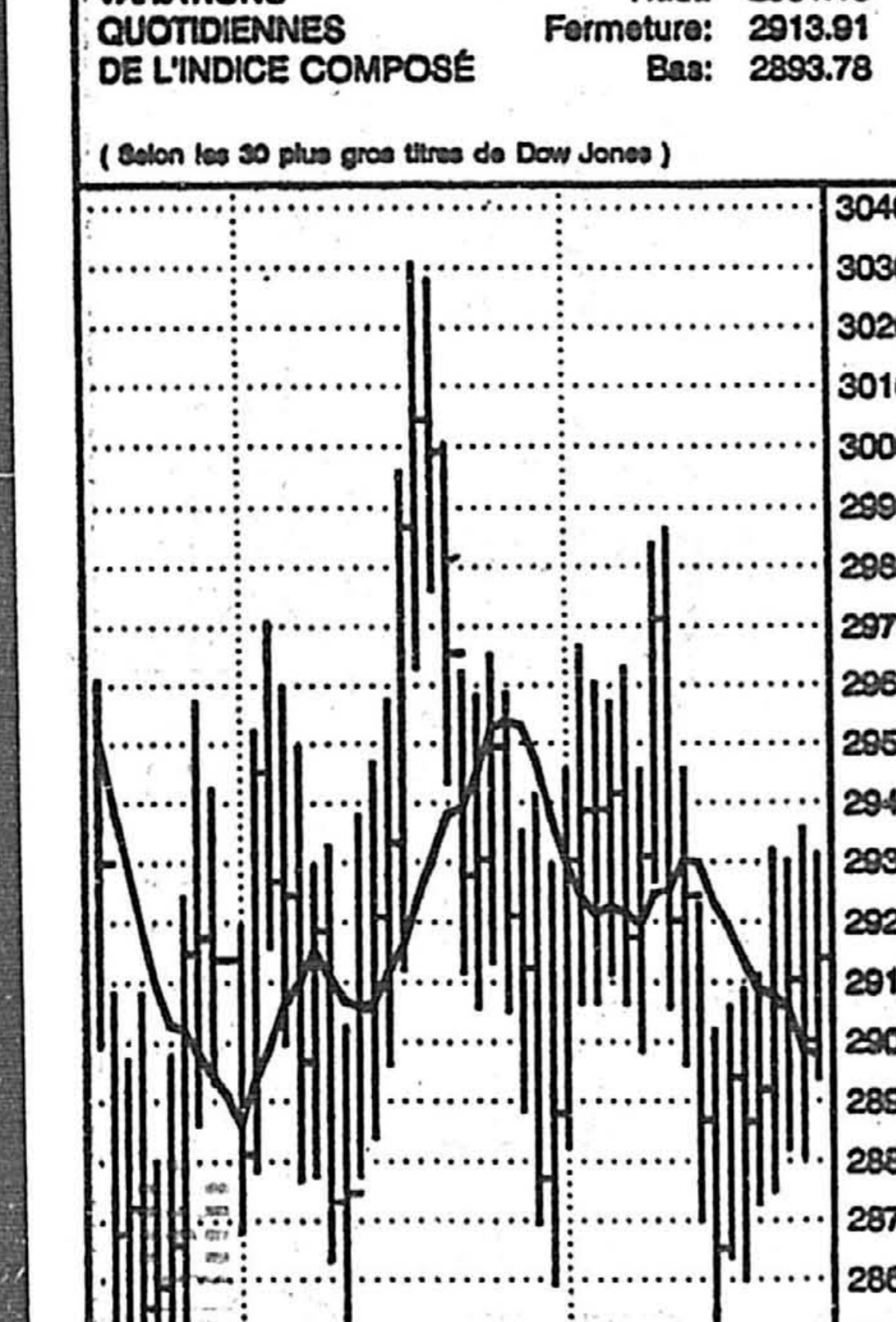
BET Ads 114 15 22 1/2

BET Ads 114 15 22 1/2

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2931.13 Fermeture: 2913.91 Bas: 2893.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 123000000

INDICES DE NEW-YORK

COMPOSÉ 2913.91

INDUSTRIELLES 260.66

TRANSPORTS 169.17

SERVICES PUBLICS 89.74

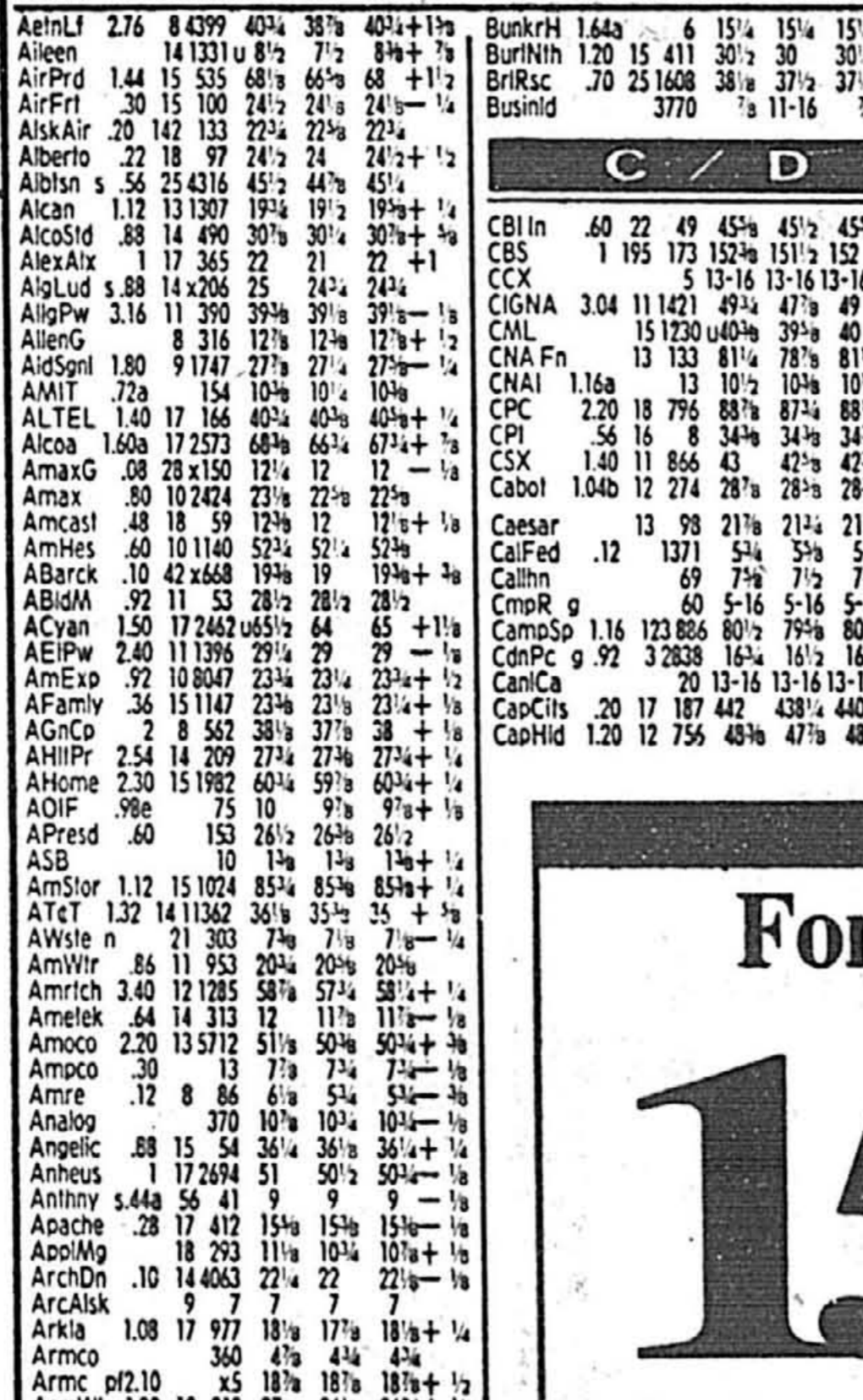
FINANCE 152.01

source: Info-Bourse Inc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2931.13 Fermeture: 2913.91 Bas: 2893.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 123000000

INDICES DE NEW-YORK

COMPOSÉ 2913.91

INDUSTRIELLES 260.66

TRANSPORTS 169.17

SERVICES PUBLICS 89.74

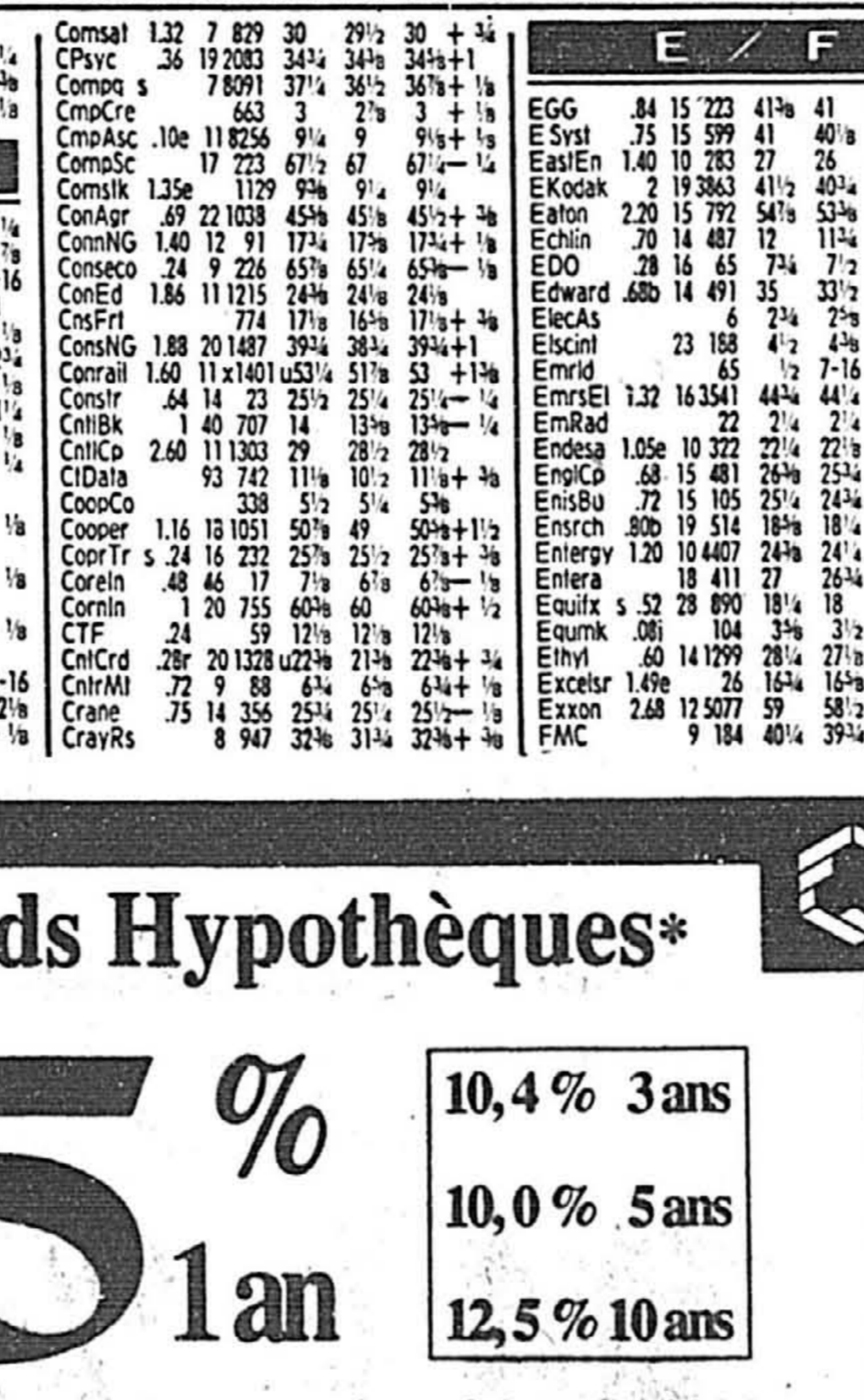
FINANCE 152.01

source: Info-Bourse Inc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2931.13 Fermeture: 2913.91 Bas: 2893.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 123000000

INDICES DE NEW-YORK

COMPOSÉ 2913.91

INDUSTRIELLES 260.66

TRANSPORTS 169.17

SERVICES PUBLICS 89.74

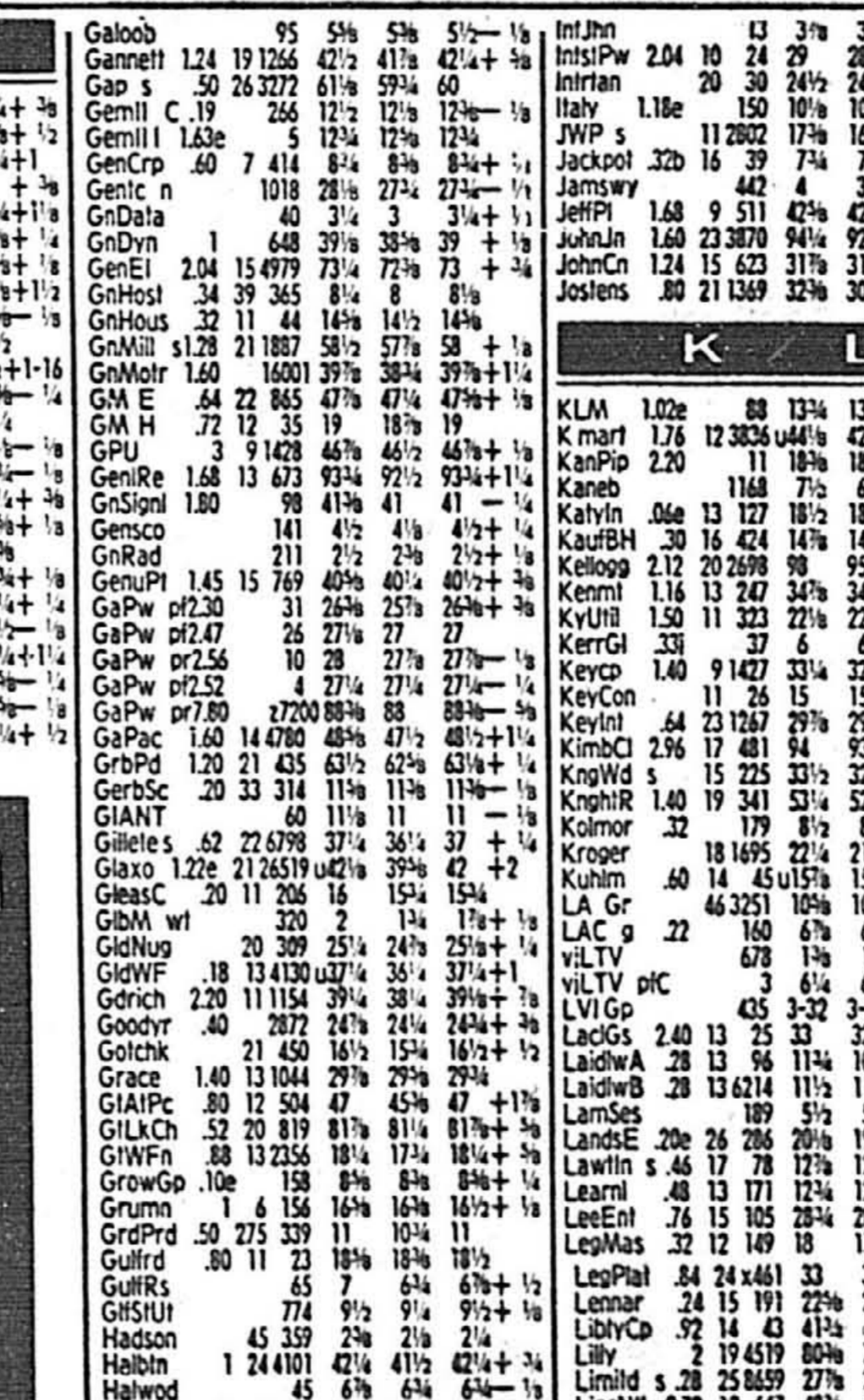
FINANCE 152.01

source: Info-Bourse Inc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2931.13 Fermeture: 2913.91 Bas: 2893.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 123000000

INDICES DE NEW-YORK

COMPOSÉ 2913.91

INDUSTRIELLES 260.66

TRANSPORTS 169.17

SERVICES PUBLICS 89.74

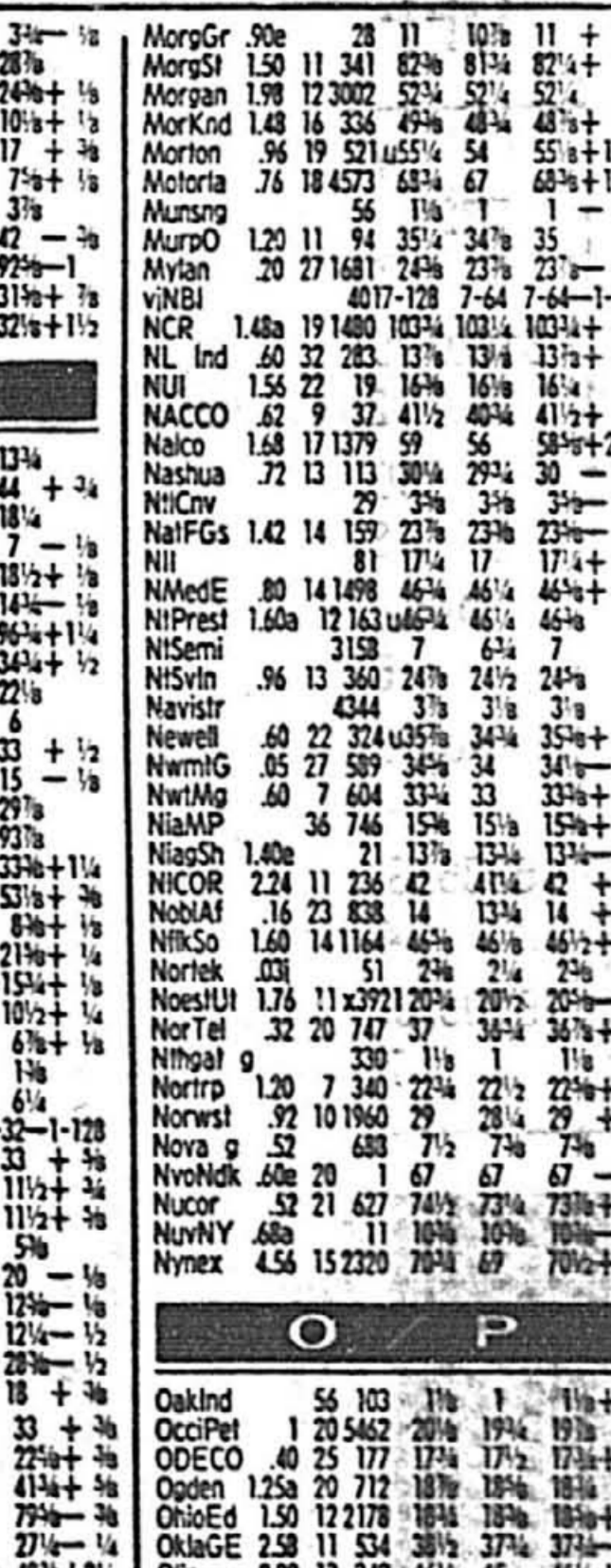
FINANCE 152.01

source: Info-Bourse Inc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2931.13 Fermeture: 2913.91 Bas: 2893.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 123000000

INDICES DE NEW-YORK

COMPOSÉ 2913.91

INDUSTRIELLES 260.66

TRANSPORTS 169.17

SERVICES PUBLICS 89.74

FINANCE 152.01

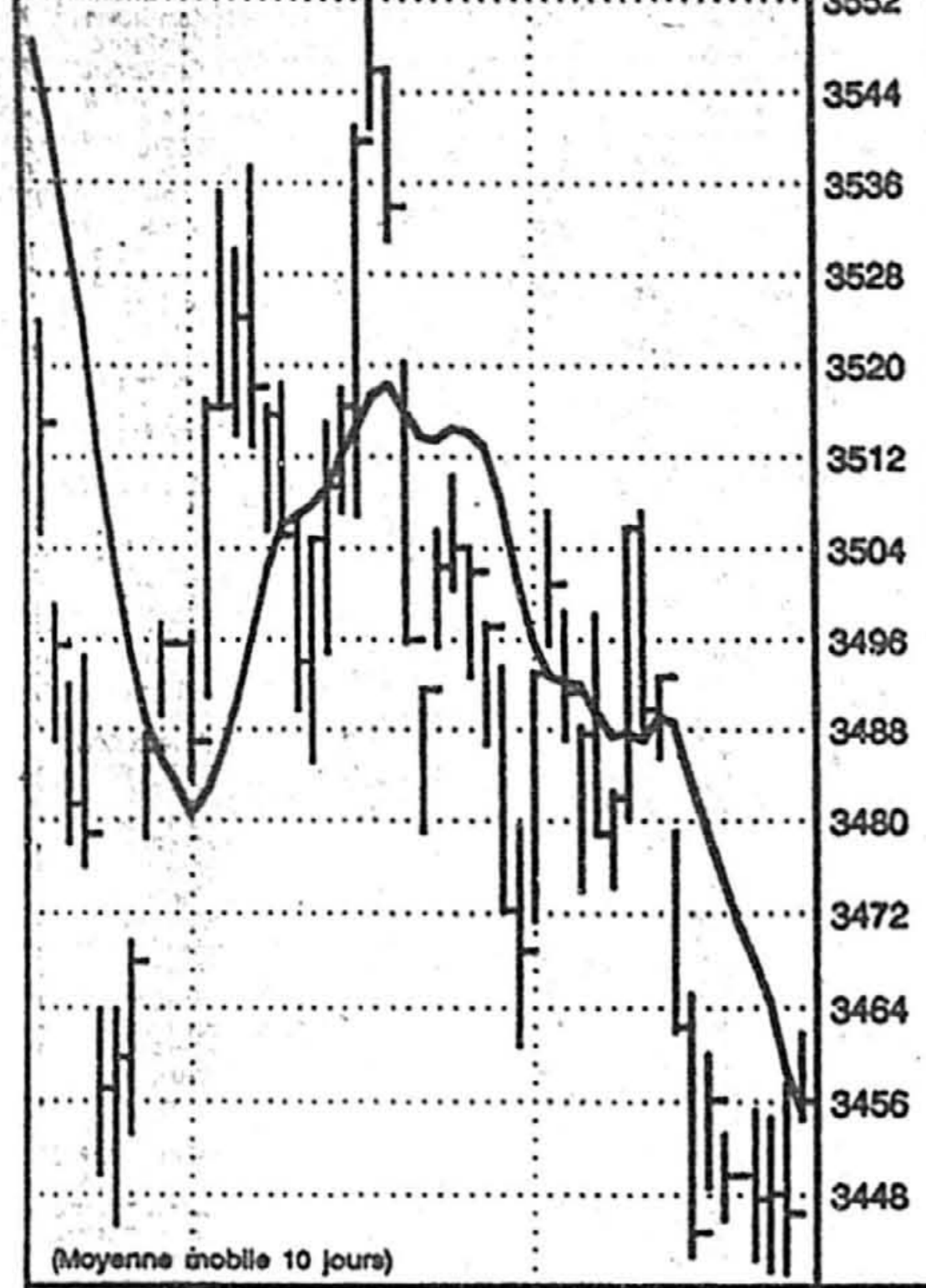
source: Info-Bourse Inc.

Advertisement for Fiducie Desjardins, featuring a large '15%' interest rate and '10,4% 3 ans' and '10,0% 5 ans' options. Text includes 'Rendement annuel composé au 26 avril 1991' and 'Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.'

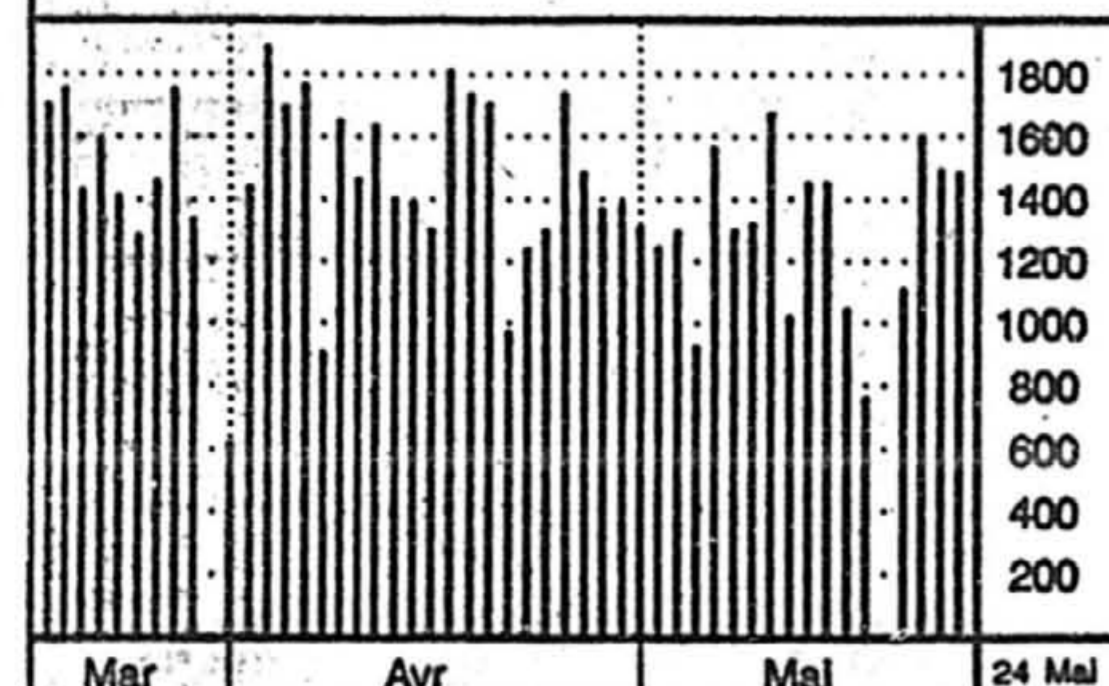
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3461.79
Fermeture: 3456.03
Bas: 3454.63



(Indice composé 300 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 23400000

INDICES DE TORONTO

Table of various indices including 300 Composite, Financial Services, Metals and Petroleum, Industrial, Paper, Consumer, Transport, Pipelines, Public Services, Communications, Detail, and High Tech.

source: Info-Bourse Inc.

Table A: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table B: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table C: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table D: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

INDICE TSE 35

Haut: 190.65
Fermeture: 190.13 (+0.39)
Bas: 189.71

source: Info-Bourse Inc.

Table E: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table F: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table G: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table H: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 18 900 000
FERMETURE 559 43 - 2 91

Table I: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table J: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table K: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table L: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table M: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 18 900 000
FERMETURE 559 43 - 2 91

Table N: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

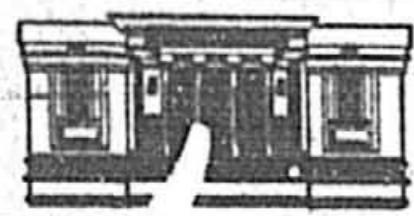
Table O: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

CPG logo and advertisement for Fiducie Desjardins, featuring a large percentage sign and text about interest rates.

Table P: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

Table Q: List of stocks with columns for symbol, name, price, change, and volume.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS



Appel d'offres

Le Musée des Beaux-Arts de Montréal demande des soumissions pour des travaux de rénovations des maisons victorienne situées aux numéros civiques 2120 à 2190, rue Crescent, à Montréal.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau de l'Architecte situé au 2180, rue Crescent à Montréal et devront lui être remis au plus tard quinze (15) jours suivant l'ouverture des soumissions. Le bureau de l'Architecte devra être avisé par téléphone (514-987-9515) avant d'aller chercher les documents de soumission.

La formule de soumission (l'original et deux (2) copies) accompagnée des cautionnements décrits dans les instructions aux soumissionnaires sera remise dans une enveloppe cachetée et adressée comme suit:

SOUMISSION POUR:
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL
MAISONS VICTORIENNES - RUE CRESCENT
RÉNOVATIONS
A/S de: M. PIERRE THÉBERGE
DIRECTEUR
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL
3430, AVENUE DU MUSÉE
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3G 1K3

Une visite des lieux sera organisée par le propriétaire le 29 mai 1991 à 10 heures.

Les soumissions seront reçues à l'adresse ci-dessus jusqu'à 14 heures, le mercredi 12 juin 1991.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Un cautionnement de soumission ou un chèque visé à un montant équivalent à dix pour cent (10%) du montant de la soumission doit accompagner le dépôt de celle-ci.

CÉGEP
ANDRÉ-LAURENDEAUAPPEL D'OFFRES
CONCESSION DES
SERVICES ALIMENTAIRES

Le Collège André-Laurendeau demande des soumissions pour la concession de ses services alimentaires.

Le document complet d'appel d'offres est disponible au coût de vingt-cinq dollars (25\$) non remboursable, payable par chèque à l'ordre du Collège André-Laurendeau ou en argent comptant, au bureau du Service des achats, local 1.036, entrée extérieure porte no 21.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque visé au montant de dix mille dollars (10 000\$) payable à l'ordre du Collège André-Laurendeau ou d'un cautionnement de soumission au montant de quinze mille dollars (15 000\$) valide pour une période de quatre-vingt-dix jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission doit être échangée lors de la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution au montant de cinquante mille dollars (50 000\$).

Les soumissions (l'original et une copie), dans l'enveloppe cachetée, prévue à cette fin, seront reçues au bureau du Service des achats, au Collège André-Laurendeau, 1111, rue Lapierre, LaSalle (Québec) H8N 2J4, jusqu'à 14h (heure locale), le jeudi 13 juin 1991. La séance d'ouverture suivra immédiatement. Toute soumission reçue après l'heure et la date fixées ne sera pas considérée.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant une place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement du Collège André-Laurendeau sont admises à soumissionner.

Une séance d'information obligatoire et une visite auront lieu le vendredi 7 juin 1991 à 14h (heure locale). Rendez-vous au Service des achats. Aucune autre visite ne pourra être programmée.

Le Collège André-Laurendeau ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et ouvertes.



Jean-Jacques Barrette
Directeur des
ressources matérielles

BALDWIN
CARTIER

APPEL D'OFFRES

La Commission scolaire Baldwin-Cartier recevra jusqu'à 15 heures le 5 juin 1991, au 13700, boulevard Pierrefonds, à Pierrefonds, Québec, des offres sous enveloppes scellées fournies avec les documents, pour les travaux suivants:

Projet 91-70.0: Classes transportables - Ecole Jonathan Wilson

Seules sont autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux, les personnes ayant leur principale place d'affaires dans la province de Québec.

Les soumissionnaires pourront se procurer les devis et autres documents de soumissions à compter de 9 heures, 27 mai 1991, au bureau des services des ressources matérielles, au 13700 boulevard Pierrefonds, à Pierrefonds, Québec, sur un dépôt de 50\$, en chèque visé ou en monnaie légale. Ce dépôt sera remboursable dans les dix (10) jours après l'ouverture des soumissions sur remise des documents en bon état.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de 10% de la soumission, à l'ordre du propriétaire ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour une période de soixante (60) jours de la date d'ouverture des soumissions.

Les soumissions (l'originale et une copie) dans les enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues aux services des ressources matérielles, 13700, boulevard Pierrefonds, à Pierrefonds, Québec, jusqu'à 15 heures, le 5 juin 1991, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues et se réserve le droit d'accepter une soumission en tout ou en partie.

Le Directeur des
Ressources matérielles
Bernard Bélanger



CECM
La Commission
des écoles catholiques
de Montréal

APPEL D'OFFRES

NO SF-91-2P

ASSURANCE AUTOMOBILE

ANNÉE SCOLAIRE 1991-1992

La Commission des écoles catholiques de Montréal recevra jusqu'à 10 heures le 3 juin 1991, à son Bureau des approvisionnements, 3e étage, 3700, rue Rachel Est, Montréal (Québec), des soumissions sous enveloppes scellées pour l'assurance automobile.

Seuls sont admis à soumissionner les bureaux de courtage dont le ou les courtiers sont membres en règle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec et dont le siège social est situé dans les limites du territoire du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

Les conditions de cet appel d'offres sont contenues dans des documents que les courtiers admis à soumissionner peuvent obtenir à compter de 9 heures le 27 mai 1991 à l'endroit suivant:

La Commission des écoles catholiques de Montréal, Bureau des approvisionnements, 3700, rue Rachel Est, 3e étage, Montréal (Québec) H1X 1Y6.

CONCESSION
DES CAFÉTÉRIAS
DOSSIER N° 91-608

La Commission scolaire des Cantons demande des offres de services pour opérer la concession des cafétérias suivantes:

1. Polyvalente Joseph-Hermas-Leclerc 1111, rue Simonds sud Granby (Québec) J2G 7Z7
2. Polyvalente Sacre-Coeur 150, rue Lansdowne Granby (Québec) J2G 4P4
3. Polyvalente Wilfrid-Léger 185, rue Lewis ouest Waterloo (Québec) JOE 2N0

L'expérience pertinente sera un atout majeur. Le devis est disponible à l'adresse suivante:

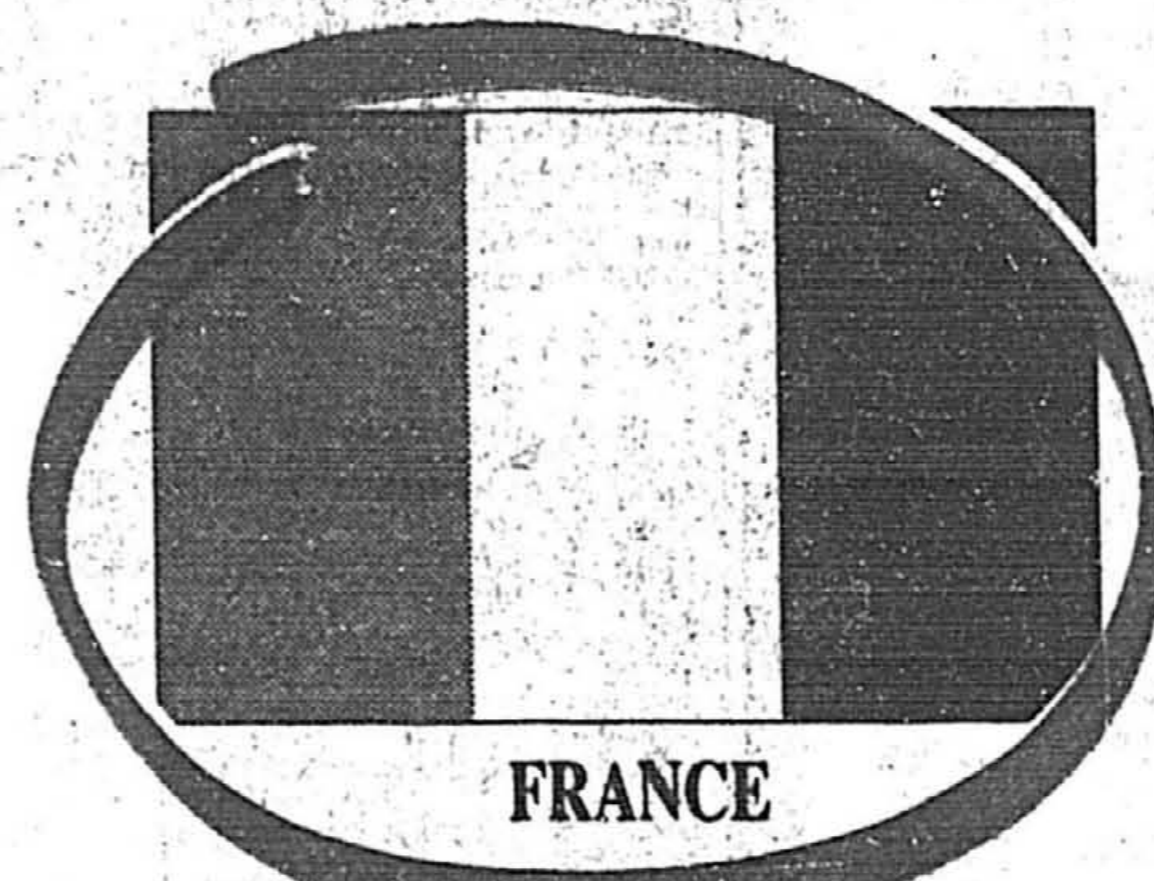
Monsieur Georges Charron
142, rue Dufferin, C.P. 9000
Granby (Québec) J2G 9H7

Toute offre de services devra parvenir à la même adresse, AVANT 11 H 30, LE JEUDI 20 JUIN 1991.

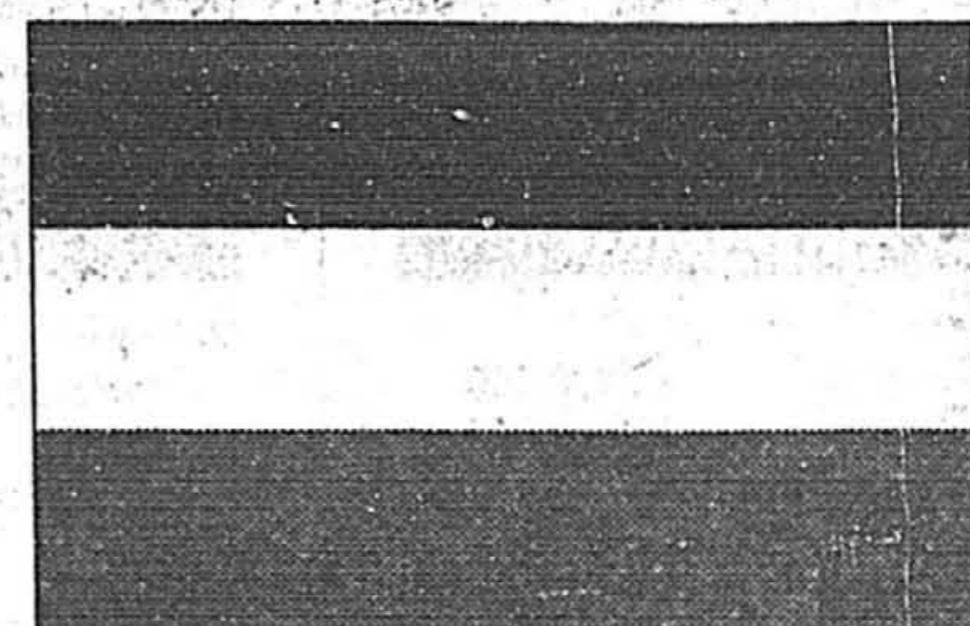
Jacques Dubois
Directeur général

LA FRANCE
DÉVOILE SES VRAIES COULEURS!

CE SOIR, 22 H



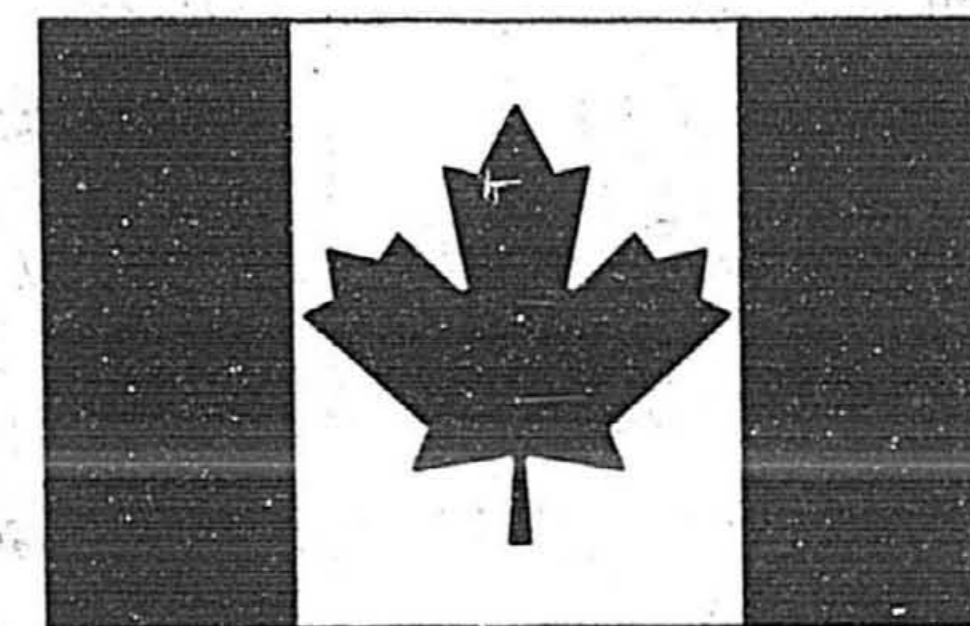
FRANCE



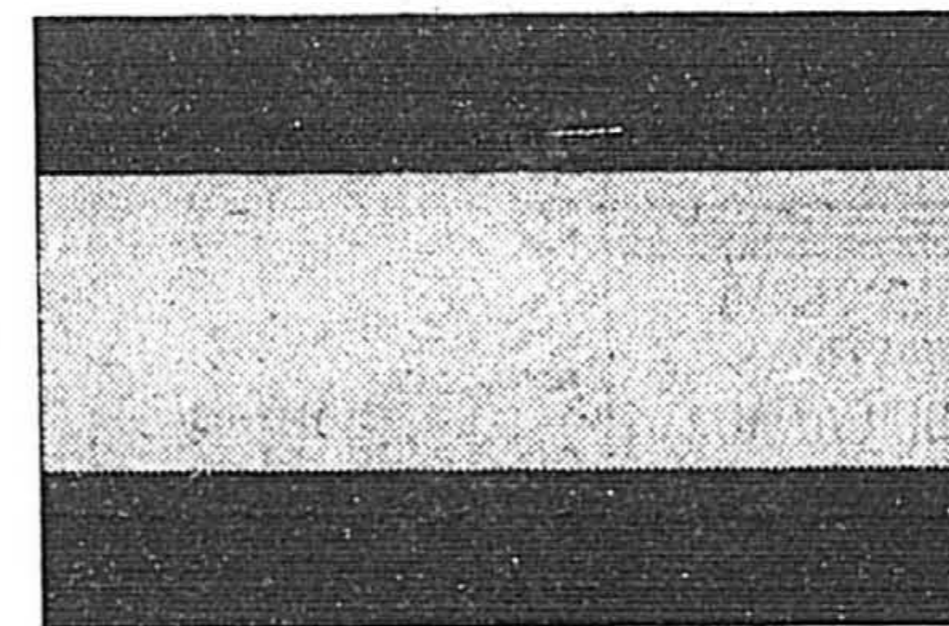
HOLLANDE



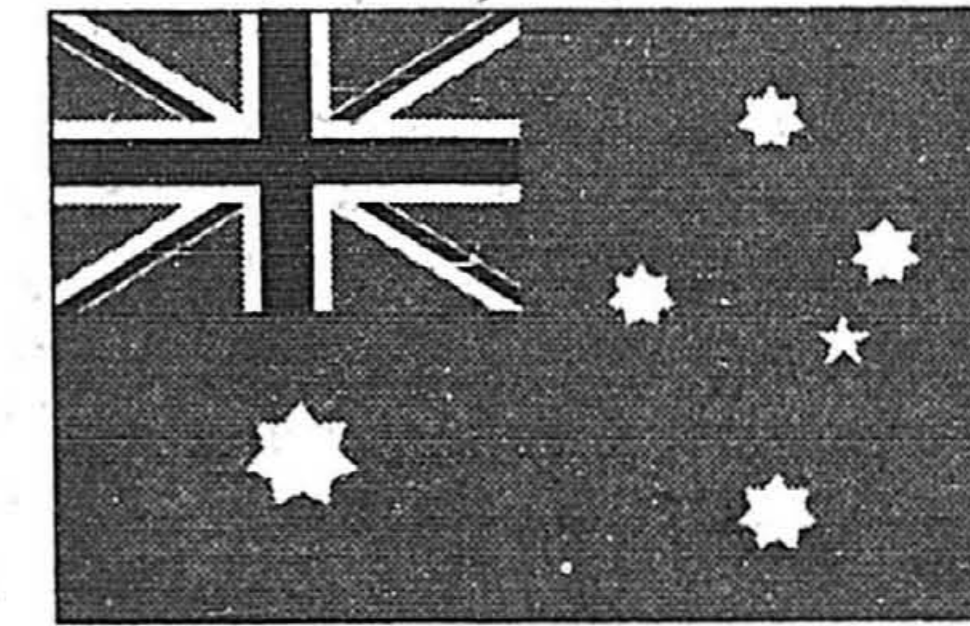
ÉTATS-UNIS



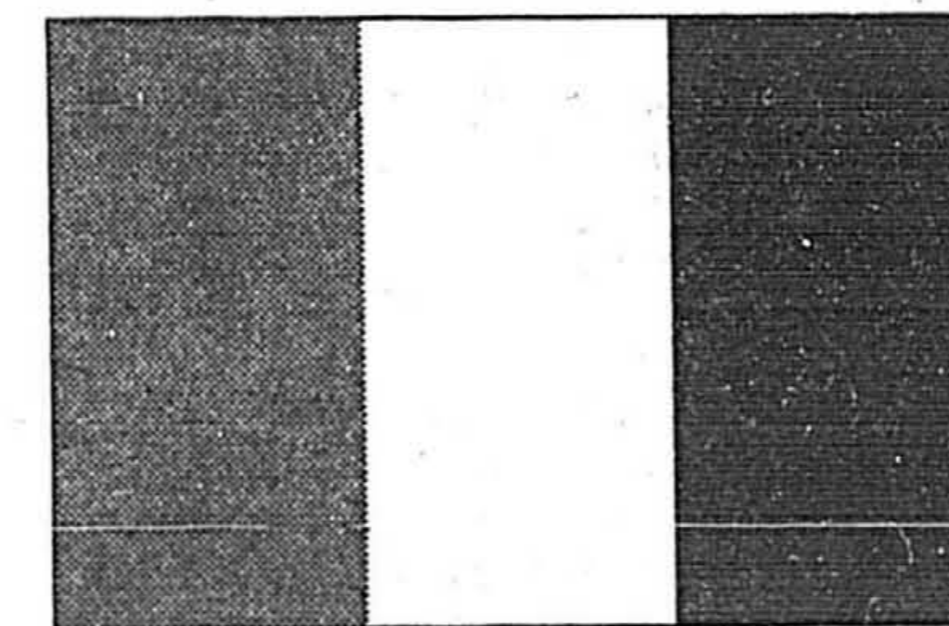
CANADA



ESPAGNE



AUSTRALIE



ITALIE



LA RONDE

Billets en vente aux
COMPTOIRS ADMISSION
(514) 522-1245 ou 1-800-361-4595 et à La Ronde.

LE FANTÔME DE L'OPÉRA

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Ruggieri vous convie à une soirée exceptionnelle à l'Opéra de Paris. Installez-vous bien confortablement, ouvrez grand vos yeux et vos oreilles. Paris, la Ville lumière, illumine le ciel de Montréal avec des pièces pyrotechniques d'une splendeur éblouissante! Sur des musiques qui marient le rêve et le fantastique, vous verrez défiler des tableaux inspirés des plus grands compositeurs lyriques de toutes les époques: Verdi, Rossini, Ponchielli, Bizet, Stravinski, Orff et, le dernier mais non le moindre, Andrew Lloyd Webber, compositeur du célèbre opéra *The Phantom of the Opera*.

Ce soir: La France
Le samedi 1^{er} juin: Les États-Unis
Le samedi 8 juin: L'Espagne
Le samedi 15 juin: L'Italie

Le mercredi 29 mai: La Hollande
Le mercredi 5 juin: Le Canada
Le mercredi 12 juin: L'Australie
Le mercredi 19 juin: La Ronde

Réservez vos places dès maintenant, car les plus beaux feux sont à La Ronde et pas ailleurs!
Billet de siège réservé (COMPTOIR ADMISSION): 20,50 \$* Tél.: (514) 522-1245 ou 1 800 361-4595

Tarif pour une journée à La Ronde sans siège réservé pour le feu: Admission (12 ans et plus): 18,25 \$*
Admission enfant (moins de 12 ans): 8,50 \$* - Admission famille** : 41 \$*

*Toutes taxes incluses
**2 personnes de 12 ans et plus et 2 personnes de moins de 12 ans ou 1 personne de 12 ans et plus et 3 personnes de moins de 12 ans



L'INTERNATIONAL
BENSON & HEDGES INC.

du 25 mai au 19 juin à La Ronde



Suite des Avis légaux,
Appels d'offres
et Soumissions
en pages F 6, H 12,
H 14, H 15

VILLE DE BAIE D'URFÉ
DEMANDE DE SOUMISSIONS

Avis est, par la présente, donné qu'on recevra à l'Hôtel de Ville de Baie d'Urfé, des soumissions pour l'exécution des travaux suivants, à savoir:

PASSAGE À NIVEAU POUR LE
SERVICE D'INCENDIE
— BOUL. MORGAN —

Les entrepreneurs qui désirent se procurer le cahier des charges spéciales et/ou générales pourront le faire en se présentant aux bureaux de:

Dessau Inc.
Génie Municipal
1200 ouest, boul. St-Martin
5e étage
Laval (Québec)
H7S 2E4

monnant un dépôt non remboursable de cinquante dollars (50\$) en argent comptant ou chèque visé fait à l'ordre de Dessau Inc., et ce, à compter de lundi, le 3 juin 1991.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé ou d'une garantie de soumission émise en faveur de la Ville de Baie d'Urfé, valide pour quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier, à partir de la date de rentrée des soumissions, et d'un montant de six mille dollars (6 000\$). En plus, toute soumission devra être accompagnée d'un document émis par une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire, confirmant qu'elle émettra, en faveur de la Ville de Baie d'Urfé, un cautionnement d'exécution du contrat.

Chaque soumission devra être accompagnée d'une résolution de compagnie autorisant le signataire à faire la soumission et à signer tout contrat résultant de la soumission.

Les soumissions devront être remises en triplicata, sous pli séparé et scellé, avec mention extérieure de la soumission contenue, au:

Greffier
Ville de Baie d'Urfé
20410, Lakeshore
Baie d'Urfé (Québec)
H9X 1P7

avant 11h a.m., le 21 juin 1991, pour être ouvertes le même jour à la même heure.

La Ville de Baie d'Urfé se réserve le droit d'étudier séparément chacune des soumissions et ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et cela, sans encourir aucune obligation quelconque envers le ou les soumissionnaires.

Donné à Baie d'Urfé,
ce 2^e jour de mai 1991,
Jean-Marc Racine
Greffier

Commission scolaire Laurenl
Laurenval School BoardAPPEL D'OFFRES:
91-002

PROJET:
Réfection des toitures
Ecole Primaire CRESTVIEW
750, Devonshire
Chomedey, Laval, Qc

PROPRIÉTAIRE:
LA COMMISSION SCOLAIRE
LAURENL
LAURENLVAL
1105, Victor Morin
Duvernay, Laval, Qc
H7G 4B8

ARCHITECTES:
Yves Woodrough & Associés,
Architectes
140, rue Saint-Eustache,
bureau 306
Saint-Eustache, Qc
J7R 2K9
Tél.: 472-6910

INGÉNIEURS EN STRUCTURES,
MECANIQUE ET ELECTRICITÉ
Leroux, Leroux, Nantel, Papin
Ingénieurs-Conseils
110, Place Cremazie
bureau 220
Montréal, Qc
H2P 1B9
Tél.: 384-4220

OBTENTION DES DOCUMENTS:
Au bureau de la Commission scolaire Laurenlval à partir de 13 heures le 27 mai 1991.

DÉPÔT:
Cent dollars (100\$) remboursables (chèque visé ou argent comptant)

CAUTIONNEMENT:
Chèque visé au montant de 10% du montant de la soumission à l'ordre du propriétaire ou un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour une période de 45 jours.

RÉCEPTION ET OUVERTURE
DES SOUMISSIONS:
Le 17 juin 1991 à 15 heures à la Commission scolaire Laurenlval, 1105 Victor Morin, Duvernay, Laval, Qc H7G 4B8.

Cet appel d'offres représente un abrégé des textes officiels inclus dans les documents remis aux soumissionnaires.

Scott Conrod
Directeur général
Commission Scolaire Laurenlval